OCDE

ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

PORTUGAL

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUILLET 1981

STATISTIQUES DE BASE DU PORTUGAL

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km²)	92.1
Villes principales, population résidente en milliers d'habitants (1-7-1975) :	
Lisbonne	830
Porto	336

LA POPULATION

Population (2e semestre 1980 en milliers)	9 423
Densité au km²	102
Taux de variation annuel moyen de la population résidente (1975-1980)	1.1
Population active civile (2e semestre 1980, milliers)[1]	4 303
Population active civile occupée (2e semestre 1980, milliers)[1]	3 961
En % du total :	
Secteur primaire	27.3
Secteur secondaire	36.6
Secteur tertiaire	36.1

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1979 (millions de dollars des États-Unis)	20 336
Produit intérieur brut par habitant, en 1979 (en dollars des États-Unis)	2 160
Formation brute de capital fixe en 1979 :	
en % du PIB	19.1
par habitant (en dollars des États-Unis)	412
Origine du produit intérieur brut au coût des facteurs, en 1979 (en %) :	
Secteur primaire	13.7
Sector secondaire	46.3
Secteur tertiaire	40.0

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique, en 1979 (en % du PIB)	14.8
dont Défense	2.8
Investissements publics en 1979, en % :	
du PIB	4.3
des investissements totaux	22.5
Recettes courantes des Administrations publiques, en 1979 (en % du PIB)	26.6

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services en 1979, en % du PIB	25.6
Ventilation en % des exportations totales, 1979, CTCI :	
Produits alimentaires, boissons et tabacs (0, 1)	12.8
Matières premières brutes et demi-produits (2, 3, 4)	11.1
Produits manufacturés (5, 6, 7, 8)	74.4
dont : Textiles (65)	16.5
Produits en bois et en liège (63)	6.1
Importations de biens et services en 1979, en % du PIB	36.1
Ventilation en % des importations totales, 1979, CTCI :	
Produits alimentaires, boissons et tabacs	13.7
Matières premières brutes et demi-produits	31.5
Produits manufacturés	54.7
dont : Produits chimiques (5)	12.2
Machines et matériel de transport (7)	25.0

LA MONNAIE

Unité monétaire : Escudo	
Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :	
Année 1980	49.994
Juin 1981	62.823

1 Portugal continental.
2 Continent et îles.

Note On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

ARCHIVES —
RÉFÉRENCES
— DOC' PRÊTÉ —
RETOUR BUREAU 603

PORTUGAL

JUILLET 1981

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

— à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
— à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
— à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.

L'examen annuel de la situation du Portugal par le Comité d'Examen des Situations Economiques et des Problèmes de Développement de l'OCDE a eu lieu le 8 juillet 1981.

© OCDE, 1981
Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :
M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5

I Tendances récentes 6
Demande et production 6
Marché du travail 10
Prix et revenus 12
Balance des paiements 14

II Politique économique 19
Politique budgétaire 20
Politique monétaire 22

III Quelques problèmes dans l'allocation des ressources 25
Principaux aspects de la période 1960-1980 25
Les années à venir 31

IV Prévisions à court terme et conclusions de politique économique 34
Prévisions à court terme 34
Conclusions de politique économique 37

Annexe statistique 42

TABLEAUX

Texte

1 Demande et production 6
2 Compte d'affectation du secteur privé 7
3 Ventilation de la formation brute de capital fixe 8
4 Evolution de la production dans certains secteurs des industries manufacturières 10
5 Population active et emploi 11
6 Evolution du chômage 12
7 Masse salariale 14
8 Balance des paiements 15
9 Compte des administrations publiques 21
10 Masse monétaire et contreparties 23
11 Evolution à moyen terme des opérations des administrations publiques 29
12 Poids des entreprises publiques dans l'activité économique 30
13 Prévisions à court terme 35

Annexe statistique

A	Produit national et dépense nationale	42
B	Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité	43
C	Population par classes d'âge	44
D	Indicateurs d'emploi	44
E	Prix et revenus	45
F	Opérations des administrations publiques	46
G	Masse monétaire et contreparties	47
H	Structure des taux d'intérêt	47
I	Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité	48
J	Commerce extérieur par principaux groupes de produits	49
K	Evolution de la structure géographique du commerce extérieur	50
L	Balance des paiements	51

GRAPHIQUES

1	Indicateurs de production	9
2	Prix à la consommation	13
3	Taux de change	18
4	Taux d'intérêt	24

INTRODUCTION

L'accroissement du déficit de la balance des opérations courantes consécutif à la croissance rapide des années 1976 et 1977 a entraîné la mise en œuvre d'une politique économique restrictive à l'issue de cette période. Celle-ci a provoqué un ralentissement de la croissance et a permis le retour à l'équilibre extérieur en 1979, ce qui a incité les autorités à réorienter la politique économique en faisant de la lutte contre l'inflation et du soutien de la demande ses deux objectifs principaux. Le contrôle des prix a été renforcé en 1980 et un objectif de stabilité des salaires réels a été adopté. Par ailleurs, le taux de change de l'escudo a été réévalué en février 1980 sans que soit abandonnée la politique de dépréciation glissante. La politique budgétaire visait à réduire le besoin de financement des administrations par une stabilisation du volume des dépenses courantes. La politique monétaire, qui avait été relâchée en 1979, devait exercer un rôle d'accompagnement de la croissance tout en conservant un objectif de contrôle du déficit extérieur. L'investissement a été stimulé par un fort accroissement des dépenses en capital des administrations et par des mesures d'incitation fiscales et monétaires en faveur du secteur productif.

La reprise enregistrée à la fin de 1979 s'est confirmée en 1980, où le PIB en volume a progressé de 5.5 % contre 4.5 % l'année précédente. Cependant, alors qu'en 1979 la balance extérieure avait largement contribué à la croissance du PIB, en 1980 ce mouvement s'est inversé. Ce résultat défavorable a été accompagné d'une dégradation des termes de l'échange, qui a entraîné une aggravation du déficit commercial et une détérioration de la balance des opérations courantes dont le déficit s'est élevé à près d'un milliard de dollars, soit 4.3 % du PIB. Grâce à la politique rigoureuse de contrôle des prix, l'inflation s'est sensiblement réduite en 1980, la hausse des prix à la consommation ayant été ramenée à 16½% environ, contre plus de 24 % l'année précédente. Par contre, la progression des salaires a été beaucoup plus rapide.

La politique économique définie pour 1981 s'inscrit largement dans la ligne de celle de l'année précédente : la politique monétaire conserve un rôle d'accompagnement, le budget prévoit de nouveau une stabilisation du volume des dépenses courantes et une légère réduction du besoin de financement des administrations, le régime de dépréciation glissante de l'escudo est maintenu. Par contre, une procédure d'assouplissement du contrôle des prix est amorcée, sans que soit remis en cause l'objectif de stabilité des salaires réels. Durant le premier semestre de 1981, la croissance semble s'être ralentie en raison notamment de la décélération des exportations et des investissements. Cependant, compte tenu des acquis importants résultant de l'évolution en 1980, le taux de croissance du PIB pourrait atteindre 3½ % cette année. L'inflation s'est sensiblement accélérée depuis le début de l'année et des risques certains de dérapage existent dans ce domaine. Enfin, le déficit de la balance des opérations courantes pourrait encore se creuser pour atteindre plus de 1½ milliard de dollars pour l'année. Devant cette évolution et les perspectives défavorables, les autorités envisagent un durcissement possible de

la politique économique, qui pourrait notamment se traduire par un nouveau renforcement du contrôle des prix et un resserrement de la politique monétaire.

La première partie de l'Etude est consacrée à l'examen des évolutions récentes de l'économie sur le plan intérieur et extérieur. La seconde partie décrit et analyse la politique économique à court terme ; la troisième partie examine quelques problèmes à moyen terme de l'économie. Les prévisions à court terme et les conclusions de politique économique sont présentées dans la quatrième partie.

I TENDANCES RÉCENTES

Demande et production

Le taux de croissance du PIB a connu des variations importantes au cours des dernières années. La phase de reprise relativement rapide des années 1976-1977 (6 % de croissance moyenne du PIB) qui avait entraîné une forte dégradation de la balance des opérations courantes a été suivie d'une période d'ajustement en 1978 (le taux de croissance étant ramené à 3½ %). Le rééquilibre de la balance des paiements qui en est résulté a permis aux autorités de stimuler la demande et, sur la base des estimations partielles dont on dispose actuellement[1], il apparaît qu'une reprise de l'activité s'est manifestée dans le courant de 1979

Tableau 1 Demande et production

	1979		Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (volume)[1]			
	Prix courants milliards d'escudos	% du PIB	1977	1978	1979	1980
Consommation privée	727.8	73.2	0.5	0.4	1.7	4.5
Consommation publique	147.6	14.8	9.4	8.4	5.2	5.6
Formation brute de capital fixe	189.9	19.1	12.0	2.7	−1.6	9.0
Demande intérieure finale	1 065.3	107.1	3.6	1.9	1.6	5.5
Formation de stocks[2]	31.4	3.2	2.8	2.9	−0.2	1.2
Demande intérieure totale	1 096.7	110.3	6.4	4.8	1.3	6.2
Solde extérieur[2]	−102.3	−10.3	−2.0	−2.0	3.2	−1.4
Exportations de biens et services	256.6	25.8	6.1	14.8	27.3	8.2
Importations de biens et services	358.9	36.1	9.6	−1.8	7.8	9.6
PIB aux prix du marché	994.4	100.0	5.4	3.4	4.5	5.5
Indice de prix implicite du PIB	—	—	26.2	21.4	22.0	14.9
Production industrielle	—	—	12.8	6.5	7.5	5.7

1 Aux prix de l'année précédente.
2 Variations exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente. Compte tenu de l'écart important entre le poids de la demande intérieure et le PIB, la somme du taux de croissance de la demande intérieure finale plus les variations de la formation de stocks et du solde extérieur exprimées en pourcentage du PIB, peut différer sensiblement du taux de croissance du PIB.
Sources : estimations de la Banque du Portugal et du Département Central du Plan.

1 Les derniers comptes nationaux publiés par l'Institut National de la Statistique (INE) concernent l'année 1976. L'INE est en train de terminer la révision des comptes et l'on devrait disposer prochainement d'estimations préliminaires pour les dernières années. Par ailleurs, le Département Central du Plan et la Banque du Portugal établissent conjointement des estimations des principaux agrégats de la demande et de la valeur ajoutée par secteur. L'analyse qui suit est basée sur ces estimations, dont le caractère provisoire doit être souligné.

et s'est confirmée en 1980, où le taux de croissance du PIB a atteint 5½ %. Il semble qu'à la suite notamment d'un affaiblissement des exportations, un ralentissement de l'activité se soit dessiné depuis la seconde moitié de l'année dernière.

Après trois années de croissance lente (inférieure à 1 % en moyenne), la consommation privée a enregistré en 1980 une vive expansion (4½ % en termes réels). Cette évolution a été rendue possible par la forte augmentation des salaires nominaux qui s'est traduite, grâce au ralentissement de l'inflation, par une progression rapide du pouvoir d'achat des salariés. Au contraire, les revenus de la propriété et de l'entreprise et les remises des émigrants, dont la progression avait jusqu'alors soutenu le revenu des ménages, ont augmenté moins rapidement en 1980[2]. Par suite d'un léger alourdissement de la pression fiscale par rapport à l'année précédente, il est probable que le revenu disponible réel des ménages s'est accru à un rythme inférieur à celui de la consommation privée. Le taux d'épargne aurait en effet baissé d'un point environ en 1980 après trois années d'augmentation. La consommation des administrations publiques a progressé de 5½ % en moyenne sur l'année, s'inscrivant ainsi dans la tendance soutenue des dernières années. Cette évolution est à rapprocher de l'augmentation des effectifs intervenue dans le secteur public à la fin de 1979 et aux reclassifications catégorielles.

Tableau 2 **Compte d'affectation du secteur privé**[1]

	1979 Milliards d'escudos	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente		
		1978	1979	1980
Rémunération des salariés	473.1	19.6	21.0	25.5
Revenus de la propriété et de l'entreprise	357.9	38.2	37.7	11.3
Transferts	200.6	37.8	39.4	36.1
dont : En provenance de l'extérieur, net	121.0	65.4	66.6	24.7
Revenu total	1 049.6	28.5	29.9	22.4
moins : Impôts directs	44.0	34.8	23.6	33.4
Cotisations sociales	65.1	24.0	13.6	42.9
Revenu disponible	940.5	28.5	31.5	20.5
Consommation privée	727.8	22.1	26.3	22.2
Taux d'épargne[2]	—	19.4	22.6	21.5
Pour mémoire :				
Revenu disponible des ménages	895.9	26.1	30.5	20.1
Taux d'épargne des ménages[2]	—	16.6	19.3	17.9

1 Ménages, entreprises privées et publiques.
2 En pourcentage du revenu disponible.
Source : Département central du Plan.

Les investissements productifs ont amorcé une nette reprise au second semestre de 1979 qui s'est poursuivie en 1980, où leur taux de croissance a été de 9½ % environ. Le pourcentage d'entreprises ayant annoncé leur intention d'investir dans les douze mois s'est réduit en cours d'année et l'on peut supposer que le rythme des investissements s'est infléchi au premier semestre de 1981. Sur la base des enquêtes de conjoncture, il apparaît que les investissements ont été destinés pour plus de la moitié à accroître les capacités et qu'ils se sont portés tant sur l'équipement et l'outillage que sur la construction. Le principal facteur de la reprise

2 Le Département Central du Plan a établi cette année des estimations concernant certains agrégats du compte d'affectation des ménages. On dispose en outre d'un compte d'affectation plus complet pour l'ensemble du secteur privé (ménages, entreprises privées et nationalisées) déjà élaboré dans le passé.

de l'investissement productif a vraisemblablement été l'accroissement des profits des entreprises en 1978 et 1979 qui traduit, pour une part, des gains sensibles de la productivité[3] ainsi qu'une distribution du revenu national plus favorable aux entrepreneurs[4]. La construction de logements a également progressé à un rythme soutenu en 1980 (6 % contre 5 % l'année précédente). La formation brute de capital fixe des administrations publiques, après une diminution de plus de 5 % en 1979, qui marquait une rupture dans l'évolution passée, pourrait avoir progressé de 3 % environ. Au total, le dynamisme constaté en 1980 paraît imputable tant aux investissements des entreprises publiques qui ont augmenté de 14.7 % après une légère diminution en 1979, qu'à ceux du secteur privé qui auraient progressé de 8.4 % après être restés stationnaires en 1979.

La reconstitution des stocks a vraisemblablement eu une forte incidence sur la reprise. D'après les enquêtes auprès des chefs d'entreprise, dont les résultats sont à interpréter avec prudence, elle aurait été particulièrement sensible dans les industries de biens de consommation et d'investissement et aurait concerné surtout les stocks de matières premières. Au total, la contribution de la formation des stocks à la croissance du PIB a été de 1 point environ en 1980. Cependant, la reprise des importations qui en est résultée[5] et le ralentissement des exportations lié à celui de la conjoncture étrangère ont entraîné une contribution négative de la balance extérieure à la croissance du PIB.

La croissance de la production agricole s'est ralentie sensiblement en 1980 (3 % environ contre 9 % en 1979). Cette évolution est imputable à la baisse marquée de la production de vin (après une année de production exceptionnelle)

Tableau 3 **Ventilation de la formation brute de capital fixe**

	En pourcentage de l'investissement total aux prix courants	Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente (volume)			
	1980	1977	1978	1979	1980
Ventilation par fonction					
Equipement et outillage	36.5	14.5	−2.1	3.0	8.0
Construction non résidentielle	44.4	11.3	4.2	−7.5	11.7
Construction résidentielle	19.1	10.1	7.0	5.1	6.0
Ventilation par agent					
Administrations	21.3	24.3	6.8	−5.6	3.0
Entreprises publiques	29.7	36.2	1.3	−1.2	14.7
Secteur privé	49.0	−5.8	13.6	0.2	8.4

Source : **Département central du Plan.**

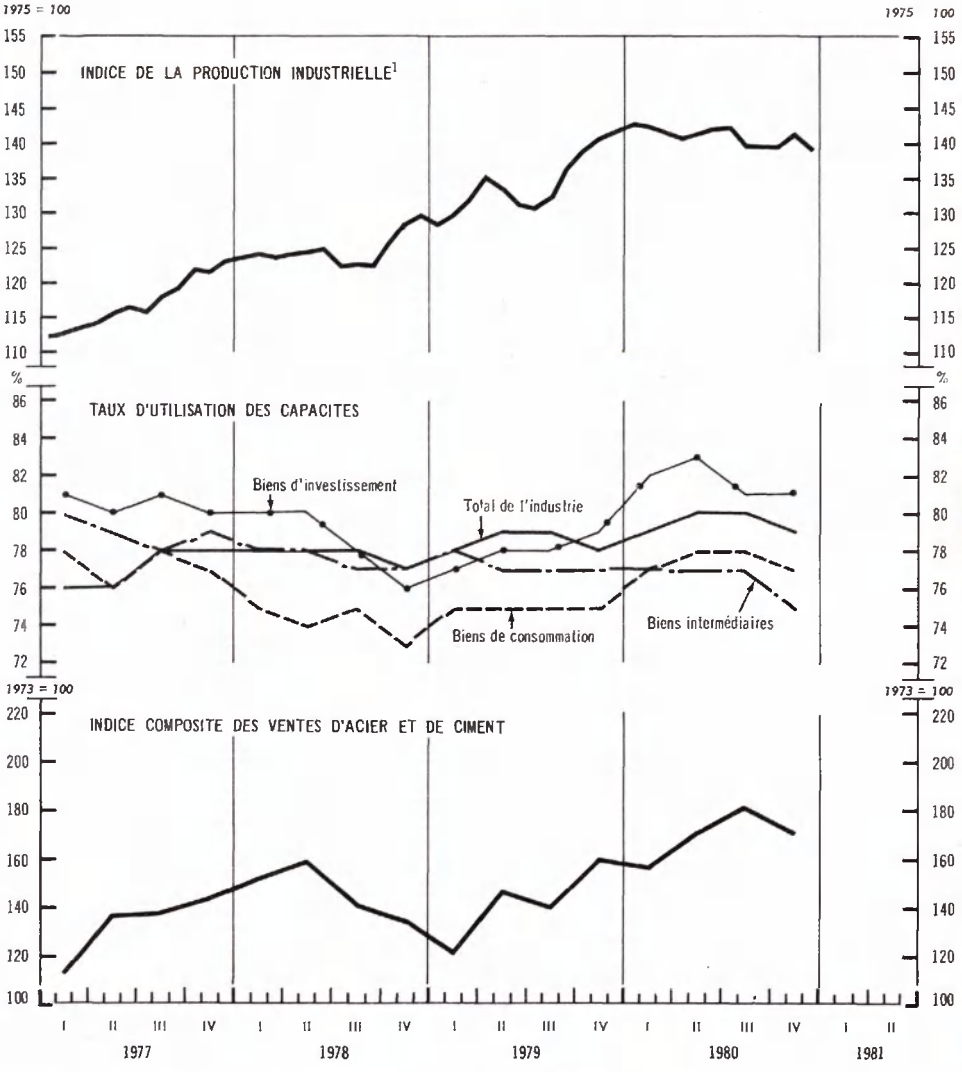
3 En 1979, les gains de productivité auraient été de l'ordre de 4 % dans les industries manufacturières, se décomposant ainsi : croissance de la valeur ajoutée de 6 %, augmentation des effectifs de 2 % (d'après l'enquête sur l'emploi de l'INE).

4 Répartition du revenu national aux prix du marché (en pourcentage du total) :

	1976	1977	1978	1979	1980
Rémunération des salariés	58.3	53.1	51.1	48.6	50.7
Excédent brut d'exploitation	31.9	37.4	40.2	43.7	40.1
Impôts indirects nets	9.7	9.5	8.7	7.7	9.2

5 On doit noter que la situation a été aggravée par la faible production d'énergie hydroélectrique résultant de la sécheresse au cours de l'hiver dernier et qui a entraîné une forte progression des importations.

Graphique 1 **Indicateurs de production**



1 Données corrigées des variations saisonnières, moyenne mobile sur 3 mois.

Sources : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel ;* OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques.*

et d'huile, qui n'a été que partiellement compensée par la bonne récolte de céréales et la reprise sensible des produits de l'élevage. La très bonne performance du secteur agricole en 1979 apparaît ainsi comme un phénomène exceptionnel qui était dû entre autres à la conjonction de conditions climatiques favorables mais non à une amélioration durable des conditions d'exploitation des sols, qui constituerait une base pour une croissance plus régulière. Le produit de la pêche, qui marquait un déclin depuis plusieurs années, aurait augmenté de 2 % en volume en 1980. Cette amélioration risque néanmoins de n'être que passagère car, dès le deuxième semestre de l'année, on a de nouveau constaté une baisse par rapport à l'année précédente.

La production industrielle, qui avait fortement augmenté à la fin de 1979 et au premier trimestre de 1980, s'est ralentie par la suite ; en moyenne, sur l'ensemble de l'année, l'indice a progressé de 6.7 %, rythme comparable à celui de l'année précédente. Cette évolution reflète principalement le retournement de la demande dans l'ensemble des pays de la CEE et de l'EFTA, qui représentent 70 % des marchés d'exportation du Portugal. Le ralentissement de la production a été très marqué dans les secteurs exportateurs (textiles, vêtements, chimie) qui avaient connu une forte expansion en 1979. Au contraire, dans les secteurs liés à la construction (minerais non métalliques)[6] et à l'investissement productif ou à la consommation de biens durables (produits métalliques, matériel de transport), on a enregistré une très forte reprise de la production. Les différences sectorielles sont par ailleurs confirmées par l'évolution des taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière. La production du secteur tertiaire aurait augmenté à un rythme plus soutenu qu'en 1979 (6 % contre 3.8 %), l'inflexion étant particulièrement sensible pour les banques et les assurances (9.5 % contre —3.2 % en 1979).

Tableau 4 **Evolution de la production dans certains secteurs des industries manufacturières**

	Pondération de 1970[1]	Variations en pourcentage 1979/1978	Variations en pourcentage 1980/1979
Alimentation, boissons, tabac	22.0	1.4	2.7
Textiles, vêtements, cuir	17.7	16.6	8.5
Chimie et produits connexes	15.6	12.8	−0.5
Minerais non métalliques	10.0	0.2	9.9
Métallurgie de base	7.6	−2.0	12.1
Produits métalliques	1.2	−5.8	13.3
Machines non électriques	2.1	7.5	4.4
Machines et appareils électriques	4.0	11.8	15.2
Matériel de transport	2.7	−7.7	30.7
Total des industries manufacturières	89.3	6.4	6.7

1 En pourcentage de la production industrielle totale.
Source : INE.

Marché du travail

L'amélioration de la situation du marché du travail, qui s'était esquissée en 1979, s'est poursuivie en 1980, grâce au dynamisme de l'activité. La progression de la population active civile pourrait s'être légèrement ralentie, alors que l'emploi total a continué d'augmenter à un rythme d'environ 2 %[7]. La diminution

6 La valeur ajoutée dans la construction aurait progressé de 9 % en volume en 1980 après une diminution de 4 % en 1979. Ce redressement s'est traduit par une forte augmentation des ventes de ciment et d'acier (13 % et 27 % respectivement).

7 Cette analyse est fondée sur l'enquête semestrielle de l'INE. Les estimations du Ministère du Travail font apparaître une progression de l'emploi de 0.8 % seulement pour 1980 ; mais elles s'appliquent à l'emploi salarié à l'exclusion de l'agriculture et du secteur public et ne concernent que les entreprises de plus de 10 salariés. Les résultats provenant de ces deux sources sont difficiles à réconcilier.

de l'emploi dans l'agriculture qui s'était temporairement stabilisée en raison des récoltes exceptionnelles de 1979 s'est poursuivie à un rythme de près de 5 %, proche de celui qui avait caractérisé les périodes 1964-1974 et 1976-1978[8]. Au contraire, l'emploi dans les secteur non agricoles a augmenté de 6 % environ, rythme double de celui enregistré en 1979. Outre le développement rapide de l'emploi dans le secteur tertiaire[9] déjà constaté en 1979, c'est dans la construction que l'on a enregistré la plus forte progression (44 000 créations nettes d'emplois en 1980, soit dix fois plus que l'année précédente).

Tableau 5 **Population active et emploi**
Pourcentage de variation

	Milliers 1980 II	1978 / 1977	1979 / 1978	1980 / 1979	1979 I / 1978 I	1979 II / 1978 II	1980 I / 1979 I	1980 II / 1979 II
Population totale	9 423	0.4	1.4	0.7	1.3	1.5	0.6	0.9
Population active civile	4 303	0.3	2.2	1.3	2.1	2.3	1.6	1.2
Taux d'activité (%)	—	44.7	45.0	45.3	44.5	45.5	44.9	45.7
Emploi total	3 955	−0.3	2.1	1.9	1.7	2.5	2.3	1.4
Agriculture	1 082	−5.4	−0.2	−4.8	−1.1	0.8	−1.4	−8.2
Industrie et énergie	1 071	5.0	2.3	2.1	3.5	1.2	0.7	3.5
Construction	372	4.9	3.4	13.8	4.4	2.5	14.5	13.1
Services	1 430	−0.6	3.9	4.6	2.5	5.4	3.9	5.3
Emploi salarié total	2 665	1.5	2.0	4.9	1.0	3.0	4.4	5.4
Agriculture	224	−1.2	−6.8	−2.5	−13.2	0.4	2.5	−7.4
Industrie et énergie	961	4.8	2.4	3.4	3.4	1.3	1.4	5.5
Construction	333	5.8	1.4	13.7	2.2	0.7	15.8	11.4
Services	1 147	−1.6	4.2	5.5	2.5	5.7	4.3	6.7

Source : INE.

Le chômage, qui s'était stabilisé en 1979, a diminué au premier semestre de 1980 ; d'après l'enquête de l'INE, il a touché en moyenne sur l'année 7.8 % de la population active, contre 8.2 % un an auparavant. Cette amélioration concerne en particulier les personnes à la recherche d'un premier emploi (52.1 % du chômage total au deuxième semestre de 1980 contre 57.5 % un an auparavant), et plus précisément les moins de 30 ans, dont le taux de chômage est passé de 16.1 % à 14.5 % de la population active entre 1978 et 1980. Les femmes au contraire continuent d'éprouver des difficultés particulières sur le marché du travail et elles représentaient environ 70 % du nombre de chômeurs au deuxième semestre de l'année (contre 60 % deux ans auparavant). D'autre part, parmi les chômeurs ayant déjà travaillé, dont le nombre est resté remarquablement stable au cours des dernières années, la durée du chômage s'est réduite : en 1980,

8 L'exode rural avait été temporairement freiné entre ces deux périodes par la réinsertion des rapatriés des anciennes colonies dans ce secteur et les premières manifestations de la réforme agraire.

9 L'emploi dans les administrations publiques aurait continué d'augmenter, mais à un rythme plus faible qu'auparavant (6.0 % contre 11.2 % en 1979) et l'on doit signaler un gonflement exceptionnel de la rubrique résiduelle du secteur tertiaire.

60 % d'entre eux cherchaient du travail depuis plus d'un an (contre 70 % en 1978). En dépit de cette légère amélioration, toutefois, le niveau du chômage — recensé ou déguisé — reste élevé au Portugal[10].

Tableau 6 Evolution du chômage[1]

	1977	1978	1979	1980
	En % de la population active civile			
Taux de chômage				
Total	7.5	8.2	8.2	7.8
Hommes	5.9	5.5	4.9	4.1
Femmes	10.1	12.1	13.0	13.0
Moins de 30 ans	15.0	16.2	15.9	14.6
	En % du nombre de chômeurs			
Chômeurs à la recherche d'un premier emploi	49.8	56.3	56.7	52.7

1 Les données annuelles sont la moyenne des résultats des enquêtes semestrielles de l'INE.
Source : INE.

Prix et revenus

La hausse des prix à la consommation, qui avait été en moyenne de 23.6 % entre 1978 et 1979, s'est infléchie progressivement au cours de l'année 1980, où elle a atteint 16.6 %. Cette évolution a largement été imputable à la modération des prix alimentaires (la moitié des dépenses familiales), qui ont fait l'objet d'un contrôle plus strict que par le passé et qui ont en outre bénéficié des conditions climatiques exceptionnelles de 1979. La hausse des prix non alimentaires, par contre, est demeurée très élevée en 1980, en raison de la pression des prix des importations, notamment des produits pétroliers[11], ainsi que de celle des coûts salariaux[12]. Dans le cadre d'une libéralisation progressive des prix, un certain

10 Une analyse détaillée de l'évolution à moyen terme de l'emploi et du chômage est présentée dans l'Etude économique de l'OCDE sur le Portugal, juillet 1980, pages 27 à 29.

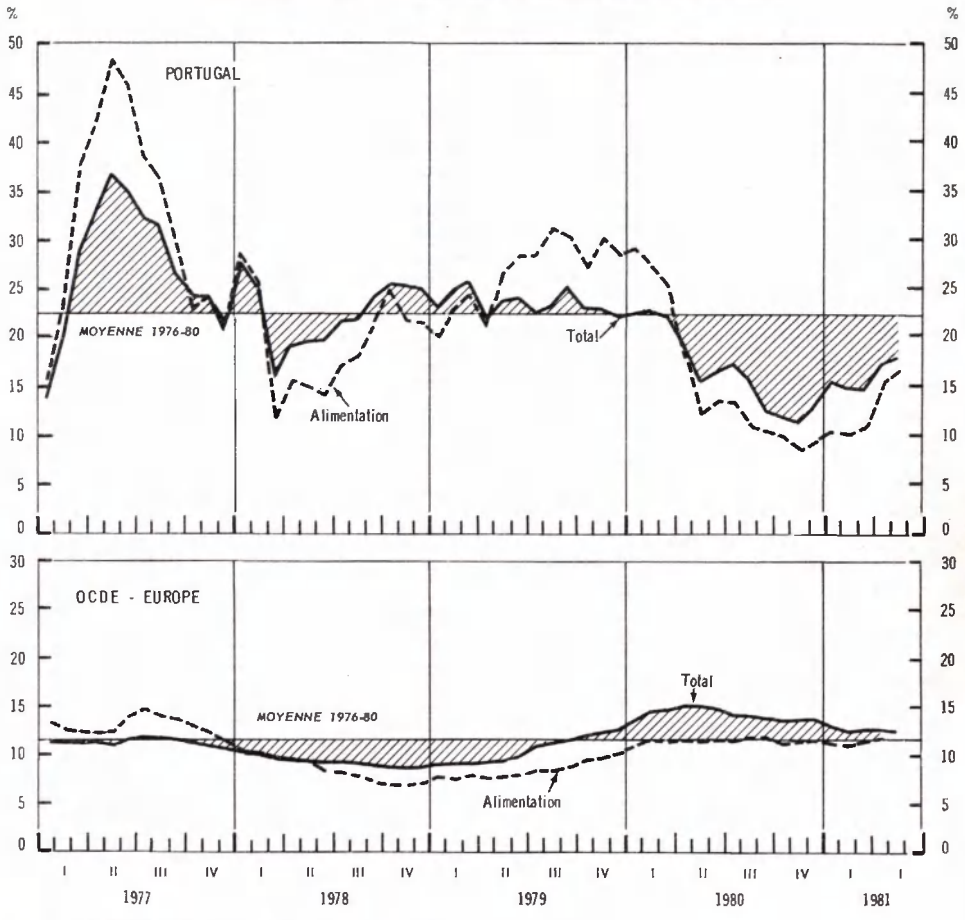
11 Prix de gros — pourcentages de variation par rapport à l'année précédente :

	1979	1980
Matières premières hors combustibles	18.4	29.6
Combustibles	13.0	32.9

12 D'après les estimations du Département Central du Plan, dont le caractère purement mécanique est à souligner, les contributions en pourcentage des différents facteurs d'inflation à la hausse des prix implicites de la demande totale ont évolué comme suit :

	1979		1980	
	Variation	Contribution	Variation	Contribution
Prix des importations	9.0	36	8.9	47
Coûts salariaux	5.6	22	6.2	33
Autres revenus de facteurs	9.9	40	1.9	10
Impôts indirects nets	0.5	2	1.8	10
Prix implicites de la demande totale	25.0	100	18.8	100

Graphique 2 **Prix à la consommation**
Variations par rapport au mois correspondant de l'année précédente



Source : OCDE, *Principaux Indicateurs Économiques.*

nombre de hausses ont été approuvées en décembre 1980 (produits énergétiques, transports, alimentation), puis en avril 1981 (alimentation). De plus, quelques modifications sont intervenues dans le système du contrôle des prix ; par exemple, le poids des denrées alimentaires incluses dans le « panier d'achat », dont les prix sont bloqués, est passé de 12 à 6 % des dépenses familiales. Le dispositif de contrôle des prix a également été assoupli au début de l'année par le relèvement du chiffre d'affaires minimum à partir duquel sont déclarés les prix et le délai de réaction des autorités a été raccourci. L'effet de ces mesures et la grave sécheresse de l'hiver dernier se sont fait sentir sur les résultats des premiers mois de 1981 (la hausse de l'indice global hors loyer a été de 18.2 % de mai 1980 à mai 1981)[13].

La progression de la masse salariale s'est sensiblement accélérée en 1980 (25.6 % contre 21 % l'année précédente, y compris les cotisations de sécurité

13 Pour le poste alimentation et boisson, le glissement des prix entre mai 1980 et mai 1981 a été de 17.3 %.

sociale). En raison de l'amnistie fiscale et des facilités de paiements décidées en 1980, les cotisations sociales ont progressé plus que proportionnellement, de sorte que la masse salariale hors cotisations sociales a augmenté à un rythme légèrement inférieur (23.9 %). Compte tenu de la décélération des prix à la consommation en 1980, le pouvoir d'achat des salariés aurait progressé pour la première fois depuis quatre ans. En dépit de gains de productivité sensibles, les coûts unitaires de main-d'œuvre ont augmenté de près de 19 %, soit à un rythme supérieur à la hausse des prix implicites du PIB (14.9 %), alors qu'au cours des dernières années, ils avaient progressé à un taux nettement inférieur. On a donc assisté à une modification de la distribution du revenu en faveur des salaires, interrompant le mouvement de reconstitution des profits qui s'était poursuivi de 1977 à 1979. La part de la rémunération des salariés dans le revenu national à prix courants est passée de 48.6 % à 50.7 % entre 1979 et 1980[14]. On ne dispose pas de données sectorielles sur les cotisations patronales, mais étant donné l'écart particulièrement marqué entre les prix de la production et les coûts salariaux dans l'industrie en 1980, la détérioration des profits a vraisemblablement été plus sensible dans ce secteur que dans l'ensemble de l'économie.

Tableau 7 **Masse salariale**
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente

	1977	1978	1979	1980
Masse salariale				
Y compris les cotisations sociales	21.0	19.7	21.0	25.6
A l'exclusion des cotisations sociales	19.7	19.9	21.9	23.9
dont : Agriculture	14.5	13.9	20.1	19.4
Industrie	15.3	16.3	20.5	23.9
Construction	23.9	15.0	16.2	25.0
Services privés	17.5	17.2	20.1	23.6
Administrations	31.0	29.3	27.1	25.7
Pour mémoire :				
Salaires réels par personne[1]	−7.1	−2.9	−2.8	4.0
Coûts unitaires de main-d'œuvre	14.8	15.8	15.7	18.8

1 Rémunération par salarié à l'exclusion des cotisations sociales, déflatée par les prix implicites de la consommation privée.
Source : Département central du Plan.

Balance des paiements

La balance des opérations courantes, qui avait retrouvé une position d'équilibre en 1979 après une phase de redressement de dix-huit mois, s'est de nouveau dégradée de façon significative en 1980. Les effets de la décélération du volume des exportations et de l'accélération de celui des importations ont été fortement amplifiés par la dégradation des termes de l'échange. Par ailleurs, alors qu'en 1979 le solde des opérations invisibles s'était fortement accru, permettant de compenser le déficit de la balance commerciale, un infléchissement est apparu en 1980 et la balance des opérations courantes a enregistré un déficit de 1 milliard de dollars, représentant environ 4.3 % du PIB. Les entrées de capitaux non monétaires, essentiellement à court terme, ont progressé de près de 50 %, alors que le système bancaire a continué à se désendetter vis-à-vis de l'étranger, mais pour un montant environ deux fois moindre qu'en 1979. L'ensemble de ces

14 Pour l'évolution de la répartition du revenu national depuis 1976, voir note 4 ci-dessus.

Tableau 8 **Balance des paiements**
En millions de dollars n.c.v.s.

	1977	1978	1979	1980	1979 I	1979 II	1980 I	1980 II
Exportations, fob	2 001	2 379	3 550	4 616	1 668	1 882	2 373	2 243
Importations, fob	4 533	4 787	6 182	8 667	2 850	3 332	4 261	4 406
Balance commerciale	−2 532	−2 408	−2 632	−4 051	−1 182	−1 450	−1 888	−2 163
Services	−97	−53	104	−12	−80	184	−164	152
dont :								
Tourisme	268	431	695	853	230	465	292	561
Revenu du capital	−179	−329	−437	−608	−196	−241	−300	−308
Transferts	1 134	1 635	2 476	3 015	1 029	1 447	1 285	1 730
Balance courante	−1 495	−826	−52	−1 048	−233	181	−767	−281
Capitaux à moyen et long terme	95	758	813	718	196	617	76	642
Privés	19	249	462	293	187	275	43	250
Publics	76	509	351	425	9	342	33	392
Balance de base	−1 400	−68	761	−330	−37	798	−691	361
Capitaux à court terme	−30	228	594	1 236	249	345	353	883
Position extérieure des banques	567	−201	−995	−484	−341	−654	60	−544
Balance des règlements officiels	−863	−41	360	422	−129	489	−278	700
Mouvements monétaires								
Tirage sur le FMI	83	−53	−41	−102	−9	−32	−37	−65
Attribution de DTS	—	—	23	24	23	—	24	—
Crédits à la Banque du Portugal	421	197	−274	−358	−111	−163	−177	−181
Variation des réserves (diminution = +)	359	−103	−68	14	226	−294	468	−454

Source : **Banque du Portugal.**

mouvements s'est soldé par une diminution de l'endettement de la banque du Portugal, par une réduction des tirages sur le FMI, ainsi que par une diminution des réserves de changes. Sur la base des estimations parcellaires et provisoires dont on dispose actuellement, le déficit commercial ce serait encore élargi au premier trimestre de 1981, en raison notamment de la vive progression des importations de produits énergétiques (électricité) et du ralentissement des exportations consécutif à celui du commerce mondial. Au total, le déficit de la balance des opérations courantes se serait accru de 150 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 1980.

Le taux de croissance du volume des exportations s'est très sensiblement ralenti à partir du second semestre de 1980 et, pour l'ensemble de l'année, il s'est établi à 7 % alors qu'en 1979 il avait été de 28.6 %. Si l'on fait abstraction des exportations de produits pétroliers raffinés, qui se sont accrues de 50 % entre les deux années, la progression du volume des exportations a été de 5.7 % environ entre 1979 et 1980. Ce résultat implique que le Portugal a de nouveau gagné des parts de marché en 1980[15], grâce à l'évolution des coûts unitaires

15 Sur la base des estimations du Secrétariat, la croissance des marchés des produits manufacturés du Portugal aurait été de l'ordre de 4 à 5 % en 1980 alors que les exportations de biens manufacturés se seraient accrues de 8 % environ.

relatifs du travail[16]. Ceux-ci ont continué à s'améliorer, avec une moindre ampleur toutefois qu'au cours des trois années précédentes. Le taux de croissance global des exportations recouvre des divergences d'évolution sensibles selon les produits. Sur la base des résultats provisoires pour les onze premiers mois de 1980, il apparaît que le volume des exportations a enregistré un recul absolu de l'ordre de 8 % pour le textile et de 1 % pour les produits agricoles. Par contre, les exportations des industries du bois et du liège ainsi que celles de machines ont fait preuve d'un grand dynamisme.

Le rythme de progression du volume des importations s'est accéléré, passant de 6.7 % à 9 % environ entre 1979 et 1980. Cette accélération a été sensible notamment pour les importations de machines et de produits intermédiaires, qui ont été stimulées par la progression des investissements fixes et des stocks. Les importations de produits pétroliers bruts se sont, quant à elles, accrues de 3.9 % en tonnage en 1980, alors que le volume total des importations d'énergie se serait accru de 2.5 %. Sous la pression notamment de la hausse des prix des produits pétroliers, on a assisté à une nette dégradation des termes de l'échange en 1980. Les indices des valeurs unitaires auraient, sur la base des statistiques douanières, progressé de 34.8 % à l'importation et de 27 % à l'exportation entre le premier semestre de 1979 et le premier semestre de 1980[17]. Les estimations provisoires des comptes nationaux font apparaître une dégradation des termes de l'échange sur marchandises, voisine de 5 % en 1980. Le déficit commercial (FOB) s'est fortement creusé en 1980 où il a atteint 4.1 milliards de dollars, mettant ainsi fin à une période de trois ans durant laquelle il s'était stabilisé aux alentours de 2.5 milliards de dollars. On peut estimer que l'aggravation du déficit commercial entre 1979 et 1980 serait imputable pour les deux-tiers à la dégradation de la balance énergétique.

La tendance à l'amélioration du solde des opérations invisibles enregistrée entre 1977 et 1979 s'est infléchie en 1980. Les recettes de tourisme ont continué à s'accroître, mais à un rythme moins rapide qu'au cours des années précédentes, en raison essentiellement de la diminution de la durée moyenne de séjour des étrangers[18]. Par contre, on a enregistré une nette détérioration du solde des revenus du capital, liée à la fois à l'accroissement de l'endettement extérieur et à la hausse des taux d'intérêt. Alors qu'en 1979 les remises des émigrants estimées en dollars s'étaient accrues de 47 % par rapport à l'année précédente, en 1980 leur montant ne s'est accru que de 19 %. La forte progression de l'année 1979 semble avoir marqué la fin d'une période de rattrapage, consécutive à la rétention enregistrée au cours des années 1974-1976[19] et les résultats de 1980 sont, pour partie, le reflet du ralentissement de la progression des salaires nominaux dans les pays de résidence des émigrés. Au total, le solde des opérations invisibles,

16 Selon les estimations de la Banque du Portugal, les coûts relatifs de main-d'œuvre du Portugal auraient diminué de 2.7 % en 1980 contre 10.8 % en 1979

17 L'indice des valeurs unitaires à l'exportation a été très fortement influencé par la hausse des prix des produits pétroliers raffinés.

18 Cette évolution résulterait du fait que l'accroissement du nombre d'entrées d'étrangers provient essentiellement d'Espagne et résulte de voyages de très brève durée. Entre 1979 et 1980, les recettes totales du tourisme se seraient accrues de 22 %, la recette moyenne par nuitée de près de 15 % et le nombre d'entrées de 30 % ; la durée moyenne du séjour a diminué de 19.2 %, se situant en moyenne à 1.2 nuit par personne. Par contre, le nombre des touristes demeurant plus de 24 heures a augmenté de plus de 20 % et la durée moyenne de leur séjour a été de 10.4 nuits.

19 Ce rattrapage a résulté à la fois d'une amélioration du climat de confiance et de la prise de mesures incitatives en 1978 et 1979. Ces mesures consistaient essentiellement en la possibilité de détenir des comptes en devises et en la création de comptes d'épargne ouvrant droit à des crédits à taux préférentiels pour la construction de logements ou la réalisation d'investissements productifs. Il est possible que ces mesures aient favorisé le retour de capitaux ne provenant pas des revenus du travail mais déclarés néanmoins comme remises.

services et transferts, s'est encore sensiblement accru en 1980, de l'ordre de 400 millions de dollars, mais à un rythme moins rapide qu'au cours des deux années précédentes. La conjonction de cet infléchissement et de l'aggravation du déficit commercial a entraîné une nette dégradation du solde de la balance des opérations courantes, qui est passé d'une position de quasi-équilibre en 1979 à un déficit de l'ordre de 1 millard de dollars en 1980.

Les entrées nettes de capitaux à moyen et long terme ont été moins importantes en 1980 qu'au cours de l'année précédente. Malgré un accroissement sensible des investissements directs étrangers[20], le ralentissement a été particulièrement marqué pour le secteur privé, en raison notamment d'un déclin assez net des crédits commerciaux, lié pour une large part à la hausse des taux d'intérêt à long terme. Par contre, les entrées de capitaux privés au bénéfice du secteur public ont continué à s'accroître compte tenu de la poursuite du recours au financement extérieur des entreprises nationalisées. Les entrées de capitaux à court terme non monétaires se sont très sensiblement accrues, leur montant ayant plus que doublé entre 1979 et 1980, par suite d'une part, de l'augmentation du volume des crédits destinés à financer les achats de pétrole et, d'autre part, du déplacement des crédits commerciaux vers le court terme. Du fait de l'important volume d'emprunts faits directement à l'étranger par les entreprises, le système bancaire a disposé de liquidités importantes en cours d'année, ce qui lui a permis de continuer à se désendetter vis-à-vis de l'extérieur, dans des proportions cependant moindres qu'en 1979. Au total, la balance des règlements officiels a dégagé un excédent de 422 millions de dollars. La Banque du Portugal a, comme en 1979, remboursé une partie de ses emprunts extérieurs et, par ailleurs, on a assisté à une légère diminution des réserves de change. Celles-ci, après la réévaluation du stock d'or[21], s'élevaient à 6.3 milliards de dollars à la fin de l'année ; à la même période, la dette extérieure portugaise, qui a augmenté de plus d'un milliard de dollars en un an, atteignait près de 7.7 milliards de dollars[22].

La dépréciation du taux de change effectif de l'escudo[23] a été inférieure à 1 % en 1980 alors qu'au cours de l'année précédente elle avait été de 10.5 %. Durant l'année 1979, le taux moyen mensuel de dépréciation de l'escudo avait été réduit au fur et à mesure que diminuait le déficit de la balance des opérations courantes et il avait été ramené de 1.25 % au premier trimestre à 0.75 % en fin d'année. En février 1980, tout en conservant le régime de dépréciation progressive de la monnaie (0.75 % par mois jusqu'en juin puis 0.50 % depuis lors), les autorités portugaises ont réévalué l'escudo de 6 %. Cette décision, permise par le

20 Au cours des quatre dernières années, les investissements directs étangers au Portugal ont évolué ainsi (en milliards d'escudos) :

1977	1978	1979	1980
2.2	2.8	4.5	6.3

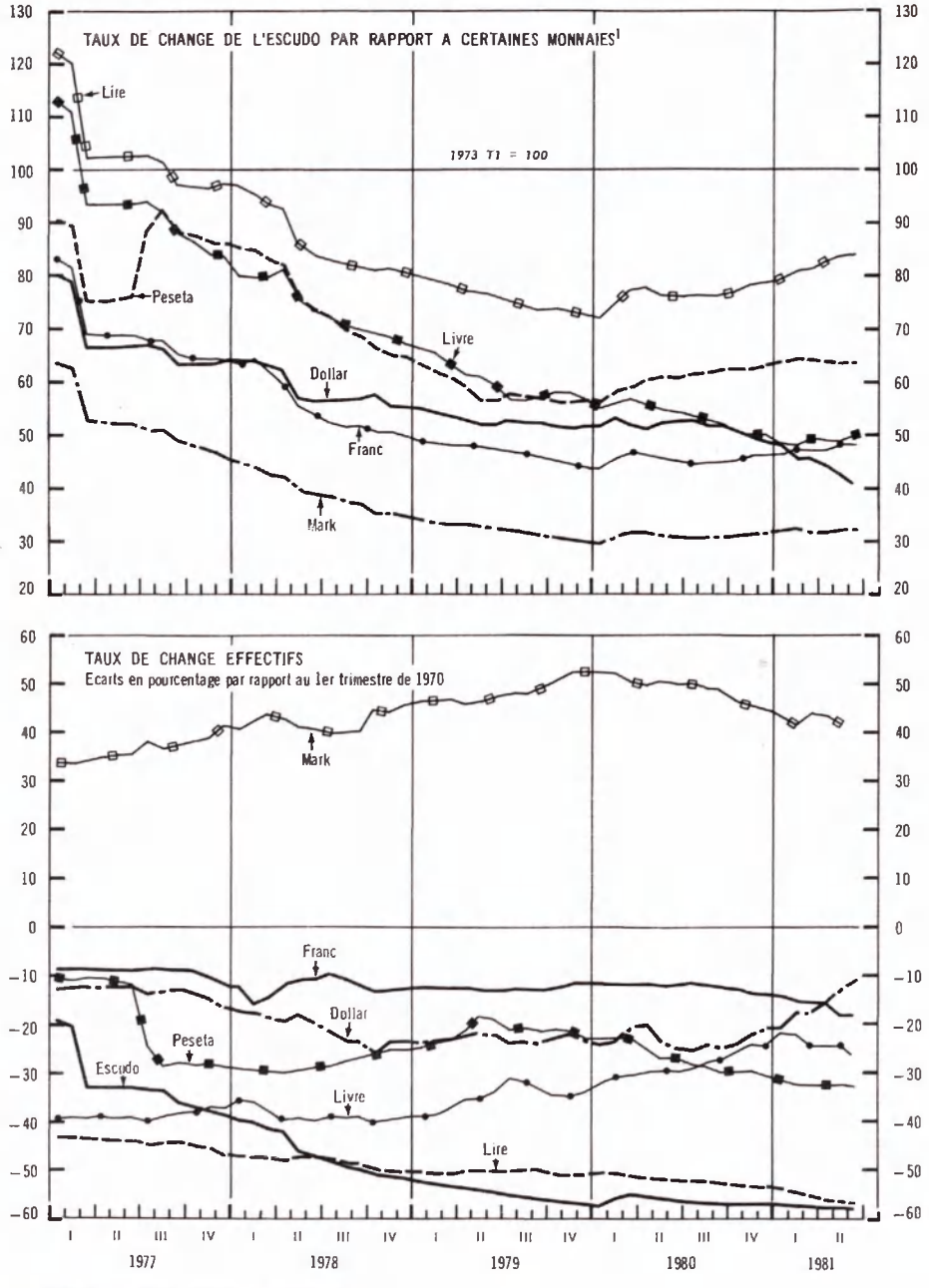
21 Le 1er avril 1980, le stock d'or a été réévalué rétroactivement au 1er janvier sur la base de 254.92 dollars l'once, contre 35 DTS précédemment.

22 La dette extérieure a évolué ainsi (en milliards de dollars) :

	1976	1977	1978	1979	1980
Secteur public	0.6	0.8	1.5	2.1	2.5
Banque du Portugal	1.2	1.7	1.9	1.6	1.1
Secteur privé	1.1	1.9	2.0	2.9	4.1
Total	2.9	4.4	5.4	6.6	7.7

23 Calculé selon la définition et la pondération du Secrétariat de l'OCDE.

Graphique 3 **Taux de change**



1 Unités de devise étrangère par Escudo.

Source : OCDE, Secrétariat.

rééquilibrage de la balance des paiements courants, a eu pour objectif essentiel de contenir la progression des prix à l'importation alors que, par le maintien ultérieur du régime de dépréciation glissante, les autorités ont visé à conserver le contrôle de l'évolution du taux de change effectif réel. L'escudo s'est déprécié de 5.9 % par rapport au dollar durant l'année 1980, ce résultat moyen recouvrant des fluctuations importantes en cours d'année. Depuis le début de 1981, la dépréciation de l'escudo par rapport au dollar s'est accentuée, atteignant 13 % entre décembre 1980 et mai 1981 ; le taux de change effectif a connu durant cette même période une dépréciation de 1.8 %, sensiblement conforme à l'objectif officiel de 0.5 % par mois. Compte tenu des pondérations respectives du dollar et des autres monnaies dans l'indice du taux de change effectif de l'escudo[24], cette évolution implique que celui-ci ait été stable ou se soit même partiellement réévalué depuis le début de l'année par rapport aux monnaies autres que le dollar.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les problèmes de la balance des paiements ayant temporairement perdu de leur acuité à la suite du redressement marqué de 1978 et 1979, les principales préoccupations des responsables de la politique économique ont été en 1980 la lutte contre l'inflation et le développement des investissements. La hausse des prix à la consommation devait être freinée par un relèvement substantiel des subventions en faveur des produits alimentaires, un ralentissement de la dépréciation de l'escudo et le plafonnement à 20 % des augmentations de salaires. La politique de relance des investissements reposait sur une forte augmentation des dépenses d'équipement des administrations publiques et la mise en place d'un nouveau dispositif d'incitations sous forme de bonifications d'intérêts et d'allègements fiscaux. La politique monétaire, qui avait déjà été assouplie en 1979, devait continuer d'accompagner la hausse des prix afin de ne pas compromettre la reprise de l'investissement, tout en visant à contrôler l'évolution du déficit extérieur. La politique budgétaire prévoyait une légère réduction du besoin de financement des administrations publiques en pourcentage du PIB — 7.8 %, contre 8.1 % en 1979 — qui devait être obtenue essentiellement au moyen d'une quasi-stagnation du volume de la consommation publique. En l'occurrence, le ralentissement de la hausse des prix à la consommation a été plus rapide qu'on ne s'y attendait, en dépit d'une augmentation des salaires plus forte que prévu, ce qui s'explique en partie par l'application plus stricte des contrôles de prix, mais aussi par l'effet modérateur exercé sur les prix alimentaires par des récoltes satisfaisantes. Par contre, du fait d'une forte progression des dépenses publiques, la politique budgétaire s'est révélée plus expansionniste que prévu, entraînant un alourdissement du besoin de financement qui a atteint 9.1% du PIB.

Le principal objectif à moyen terme du gouvernement mis en place à la fin de 1980, après les élections, est de promouvoir une croissance vive, soutenue par l'investissement, dans le cadre d'une économie plus axée sur le marché (voir la Partie III). Cette nouvelle orientation a déjà influé sur la définition de la politique économique pour 1981. Le processus de libération des prix, amorcé à la fin de 1980, devrait entraîner une accélération de l'inflation dans le courant de 1981 et, pour éviter une flambée des coûts, les autorités ont plafonné les augmentations de salaires à 16 % — c'est-à-dire au même niveau que le taux d'inflation moyen prévu officiellement pour 1981. La politique budgétaire devrait avoir une incidence un peu moins expansionniste qu'en 1980, étant donné la

24 En mars 1981 le dollar avait un poids de 22 % environ dans l'indice du taux de change effectif calculé par la Banque du Portugal.

décélération prévue dans la consommation publique et la réduction en termes réels des subventions et des transferts aux entreprises du fait de l'assouplissement du contrôle des prix. Enfin, depuis le début de 1981, la politique monétaire continue d'accompagner la hausse des prix et le système de dépréciation graduelle du taux de change n'a pas été modifié. Cependant, au moment de la rédaction de cette étude, les autorités portugaises, face à l'élargissement du déficit extérieur, envisagent un resserrement de la politique économique.

Politique budgétaire

Le budget de 1980 prévoyait une forte augmentation du poids des opérations du secteur public dans le PIB, tant du côté des recettes que des dépenses, malgré une légère réduction du besoin de financement en pourcentage du PIB par rapport à 1979. L'intention des pouvoirs publics était de réduire les dépenses courantes au profit des dépenses en capital, essentiellement au moyen d'une stabilisation de la consommation publique en volume. Les résultats de 1980 montrent qu'en réalité les recettes, et surtout les dépenses, ont augmenté plus vite que prévu, de sorte que les opérations des administrations publiques ont exercé sur l'économie une incidence nette beaucoup plus expansionniste qu'on ne s'y attendait.

Les recettes des administrations publiques ont augmenté de près de 37 % en 1980, à un rythme légèrement plus rapide que ce qui avait été prévu dans le budget, en raison d'un recul de la fraude et de l'évasion fiscale de la part des entreprises. Le produit des impôts directs sur les salaires et traitements ne s'est accru que de 14 % du fait d'une révision en baisse des taux pour la première fois depuis cinq ans, afin de compenser un alourdissement automatique de la fiscalité assez important. Par contre, le produit de l'impôt sur les bénéfices a doublé tandis que celui de l'impôt sur le capital progressait de 50 %[25]. Le produit des impôts indirects a augmenté de près de 42 % — soit dix points de plus que prévu, en dépit d'un fléchissement de la croissance nominale du PIB, avec une progression particulièrement marquée des recettes au titre de l'impôt sur les transactions (55 %). En outre, les cotisations de sécurité sociale ont dépassé de 44 % le niveau de l'année précédente. Dans tous les cas, à l'exception des impôts sur les revenus salariaux qui sont perçus à la source, il semble que les règlements d'arriérés d'impôts et de cotisations de sécurité sociale se soient accélérés, en raison du moratoire accordé en 1980 pour les arriérés d'impôts et de la bonne situation de trésorerie des entreprises pendant la plus grande partie de l'an dernier.

Face à ce succès relatif obtenu en 1980 sur le plan des recettes, la maîtrise des dépenses a continué de poser problème. Il faut noter en particulier que, malgré certains résultats au niveau de l'administration centrale, le gel du recrutement dans la fonction publique n'a pas été appliqué, particulièrement au niveau des administrations locales, de sorte que la consommation publique a augmenté de 5.6 % en volume, au lieu de rester quasiment stable, comme le voulaient les prévisions budgétaires. Les dépenses en capital ont aussi augmenté beaucoup plus vite que prévu, en raison surtout d'une hausse de 74 % en valeur des investissement des collectivités locales[26]. Les subventions ont progressé d'environ 31 % en

25 Les taux de ces deux impôts ont été révisés en hausse pour y incorporer les taxes additionnelles et « l'impôt sur le commerce et l'industrie », perçus auparavant par les collectivités locales, ainsi qu'une part de « l'impôt extraordinaire » perçu en 1979. Selon les estimations officielles, l'accroissement des recettes est dû pour partie aux retards enregistrés en 1979 dans la collecte.

26 Une loi de 1979 sur la réforme des finances locales a prévu un transfert de compétences de l'administration centrale aux collectivités locales, mais la nouvelle répartition des attributions en matière d'investissement n'est pas encore définie. En 1980, les dépenses d'équipement des collectivités locales se sont montées à 24 milliards d'escudos, soit à peu près le tiers de celles des administrations publiques prises dans leur ensemble.

1980, contre 52 % en 1979 ; les subventions versées par le fonds autonome en faveur entre autres des produits alimentaires et des combustibles sont passées, au total, de 34 à 49 milliards d'escudos, tandis que les subventions aux entreprises restaient inchangées au niveau de 11 milliards. Mais on a observé une accélération particulièrement forte, encore qu'attendue, des transferts (51.5 %) conséquence du relèvement des pensions et des indemnités de chômage[27]. Le besoin de financement des administrations publiques a ainsi atteint 9.1 % du PIB, ce pourcentage passant à près de 11 % si l'on tient compte des opérations financières — essentiellement des crédits aux entreprises publiques. Comme les années précédentes, le déficit du secteur public a été principalement financé par la Banque du Portugal ; néanmoins, la part couverte directement par l'appel à l'épargne s'est élargie — passant approximativement de 5 % en 1979 à 10 % en 1980 — le niveau attrayant des taux sur bons du Trésor ayant à cet égard joué un rôle non négligeable.

Tableau 9 **Compte des administrations publiques**
Dans l'optique de la comptabilité nationale

	Milliards d'escudos			Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	
	1979	1980	1981	1980 Réalisations	1981 Prévisions[1]
Recettes courantes	264.3	361.6	431.3	36.8	19.3
Impôts directs	59.4	77.5	95.8	30.5	23.6
Cotisations de sécurité sociale	64.6	93.0	110.5	44.0	18.8
Impôts indirects	122.0	173.0	204.6	41.8	18.3
Autres	18.3	18.1	20.4	−1.1	12.7
Dépenses courantes	302.2	406.7	485.1	34.6	19.3
Biens et services	147.6	186.3	221.3	26.2	18.8
Subventions	46.5	61.0	60.7	31.2	−0.5
Transferts	79.6	120.6	140.1	51.5	16.2
Intérêts	28.5	38.8	63.0	36.1	62.4
Epargne courante	−37.9	−45.1	−53.8	—	—
Recettes en capital	4.2	5.8	11.8	38.1	103.4
Dépenses en capital	46.9	70.8	82.7	51.0	16.8
Transferts	10.5	20.9	15.6	99.0	−25.4
Investissements	36.4	49.9	67.1	37.1	34.4
Besoin de financement (en pourcentage du PIB)	−80.6 (−8.1)	−110.1 (−9.4)	−124.7 (−8.7)		

1 Prévisions 1981/Réalisations 1980.
Source : Ministère des Finances.

Selon les dernières estimations des réalisations du budget de 1981, le besoin de financement des administrations publiques devrait être ramené à 8.7 % du PIB. Toutefois, si l'on en juge par l'expérience des dernières années, où les objectifs annoncés ont été régulièrement dépassés, il est douteux que l'on puisse tabler sur une incidence moins expansionniste des finances publiques, étant donné

27 38 % pour les pensions minimum et 32 % pour les indemnités de chômage.

en particulier qu'aucune modification importante n'est envisagée dans les instruments dont disposent les autorités[28]. Après avoir atteint un niveau exceptionnellement élevé en 1980 (37 %), le taux de croissance des recettes devrait se ralentir considérablement en 1981. L'estimation actuelle de 19.3 %, fondée sur l'hypothèse d'un accroissement du même ordre du PIB aux prix courants, implique apparemment de nouveaux progrès dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale[29]. En ce qui concerne les dépenses, l'alourdissement extrêmement rapide des paiements d'intérêts que l'on prévoit (62 %) exigera la compression d'autres postes de dépenses courantes et en capital si l'on veut atteindre l'objectif fixé concernant le besoin de financement. C'est pourquoi les pouvoirs publics prônent à nouveau une croissance faible de la consommation publique en termes réels. En raison de l'assouplissement du contrôle des prix, on estime aussi qu'il sera possible de maintenir les subventions en faveur des produits alimentaires et les subventions aux entreprises publiques à peu près à leur niveau de 1980. Malgré un nouveau relèvement des taux de pension cette année, les transferts courants ne devraient pas augmenter en termes réels. Enfin, à l'inverse de ce qui s'est passé ces dernières années, les autorités envisagent une réduction des dépenses en capital en termes réels ; celle-ci s'explique essentiellement par une baisse de 25 % des transferts en capital. S'agissant du financement du déficit des administrations publiques, la part couverte par l'épargne devrait à nouveau augmenter, pour atteindre environ 15 %, et les banques commerciales devraient aussi jouer un rôle plus important.

Politique monétaire

Ces dernières années, la régulation à court terme de l'économie s'est appuyée dans une large mesure sur la politique monétaire. Les plafonds sur les crédits bancaires, institués à l'époque du programme de stabilisation de 1978, constituent le principal instrument des autorités monétaires[30], étant donné la difficulté qu'il y a à maîtriser l'évolution de la base monétaire face aux déficits importants et imprévisibles du secteur public et à leur modalité de financement ainsi qu'aux fortes variations de la balance des paiements. Etant donné que les objectifs concernant l'accroissement du crédit intérieur total et les hypothèses correspondantes relatives à la balance des paiements ne sont pas publiés depuis mars 1979 et que les plafonds des crédits bancaires ne sont pas annoncés à l'avance, il est difficile actuellement pour le Secrétariat d'évaluer l'orientation de la politique ainsi que le degré de contrôle exercé sur le système monétaire.

28 Le Gouvernement a soumis au Parlement un projet de loi proposant la codification définitive des attributions des collectivités locales en matière de dépenses d'investissement, fixées en principe par la réforme de 1979. Un autre projet de loi, sur les compétences des collectivités locales, devrait être soumis au Parlement à l'automne. Mais, même si les propositions du Gouvernement sont rapidement promulguées, elles ne pourront pas avoir d'effets notables sur les opérations des collectivités locales dans le courant de 1981.

29 En 1981, l'élasticité des recettes par rapport au PIB devrait rester supérieure à son niveau de 1979 et, étant donné la « bosse » de 1980, cela signifie que l'élasticité sous-jacente est plus élevée, ce qui pourrait s'expliquer, soit par un recul de la fraude fiscale, soit par une majoration des barèmes d'imposition, soit encore par une combinaison des deux. Une évaluation qualitative semble indiquer une incidence à peu près neutre des barèmes d'imposition. Les taux de l'impôt sur le revenu du capital et de l'impôt sur les tabacs, ainsi que les droits de timbres, seront augmentés en 1981. Par contre, les abattements pour les revenus des ménages ont été majorés, la surtaxe de 10 % introduite sur l'impôt complémentaire en 1979 a été supprimée et plusieurs des taux de l'impôt sur les transactions ont été révisés en baisse.

30 Aucune modification des instruments principaux de politique monétaire n'a été effectuée en 1980. Au mois de septembre a eu lieu la première émission de bons du Trésor à court terme (à 30, 60 et 90 jours). Ils sont émis par le Trésor auprès du système bancaire, y compris la Banque du Portugal, et sont librement négociables entre banques sur le marché interbancaire des obligations. Ils sont rachetés par le Trésor à la fin de l'année calendaire.

Il est toutefois manifeste que la politique d'accompagnement adoptée en 1979, à l'époque où les problèmes posés par la balance des paiements s'estompaient, a de nouveau été assouplie en 1980 pour soutenir la reprise de l'activité. Les plafonds imposés aux banques ont permis à celles-ci d'accroître leurs crédits à l'économie de 25 % dans le courant de 1980, alors que l'augmentation avait été de 20 % en 1979. En outre, au cours de l'année 1980, les plafonds mensuels ont été dépassés d'environ 2 % en moyenne sans que des sanctions ne soient prises contre les banques responsables, parce que les autorités ont jugé que ces dépassement ne remettaient pas en cause les objectifs de balance des paiements. La croissance de la masse monétaire (M2), qui avait commencé de s'accélérer au deuxième trimestre de 1979, pour atteindre en fin d'année un taux de 36.5 %, s'est stabilisée à ce niveau élevé dans le courant de 1980. Confirmant une évolution observée depuis quelques années, les dépôts à terme, en particulier ceux des émigrés (avec un accroissement de 72 % en 1980) se sont accrus à un rythme beaucoup plus soutenu que les dépôts à vue. M1 s'est accru de 22 %, plus rapidement que la monnaie en circulation, le public continuant, semble-t-il, d'ajuster la composition de ses avoirs liquides depuis les événements du milieu des années 70[31].

Pour ce qui est des contreparties de la masse monétaire, l'alourdissement du déficit de l'Etat a entraîné une accélération des crédits au secteur public. Les crédits au secteur privé, qui correspondent pratiquement aux prêts bancaires soumis à encadrement, se sont aussi accrus plus vite en raison du dynamisme de l'activité. Cette accélération est essentiellement imputable à l'évolution des prêts bancaires aux entreprises privées, qui ont régulièrement augmenté dans le courant de 1980 jusqu'à atteindre un taux de croissance de plus de 30 % en décembre.

Tableau 10 Masse monétaire et contreparties

	Encours 31-12-1980	Pourcentage de variation par rapport à la période correspondante de l'année précédente				
		1979 T4	1980 T1	T2	T3	T4
Monnaie en circulation	165.2	17.1	19.7	20.0	20.9	16.2
Dépôts à vue	319.3	31.5	34.1	27.0	25.8	25.5
Masse monétaire (M1)	484.5	25.9	28.5	24.3	24.0	22.2
Dépôts à terme	854.8	44.6	41.8	41.9	43.7	43.6
Masse monétaire (M2)	1 339.3	36.5	36.7	35.2	36.1	35.0
Contreparties						
Avoirs extérieurs nets	109.3	—	—	—	—	—
Crédit intérieur total	1 243.1	25.8	29.2	28.2	27.7	28.3
Crédit au secteur public[1]	170.0	44.1	42.6	45.3	38.5	36.9
Crédit aux entreprises et aux ménages	1 073.1	21.4	25.7	23.7	24.8	25.7
dont :						
Entreprises publiques	253.8	16.3	21.2	14.2	10.4	11.8
Entreprises privées et ménages	819.3	23.3	27.4	27.3	30.1	30.8
Divers	−13.1	—	—	—	—	—

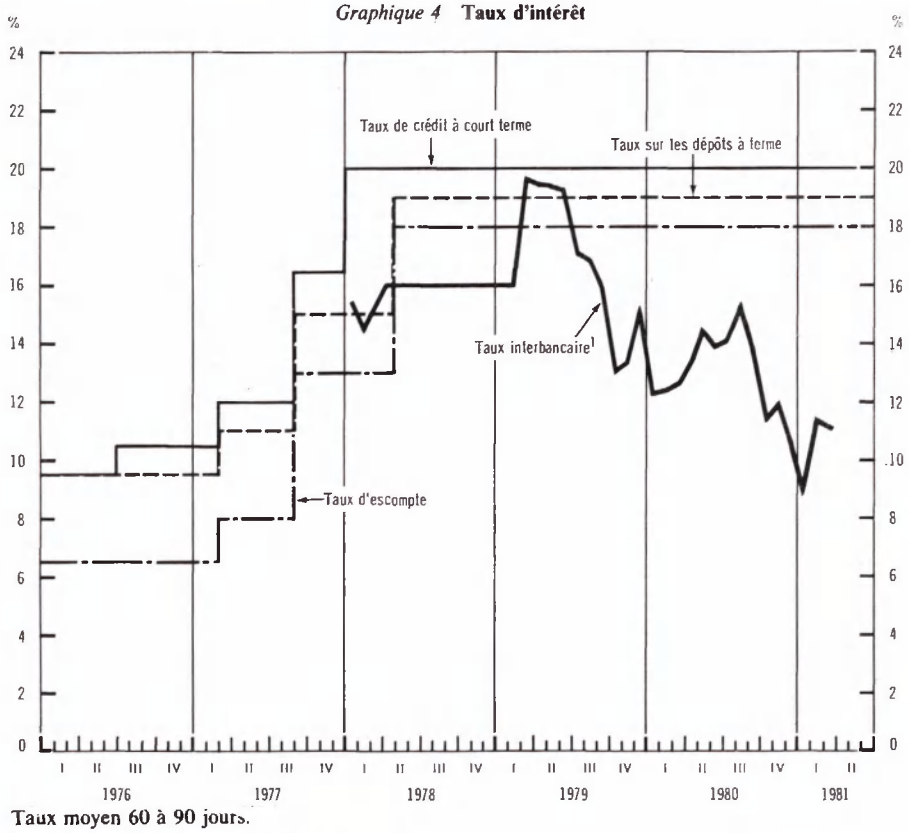
1 A partir du 1er janvier 1980, le crédit au secteur public a été diminué de 168.7 milliards d'escudos, représentant la réduction de la dette publique qui a résulté de la réévaluation du stock d'or. Le montant est néanmoins inclus pour le calcul des taux de croissance en 1980.
Source : Banque du Portugal.

31 Le rapport entre la monnaie en circulation et M1, qui avait considérablement augmenté durant la période d'incertitude politique de 1974-1975, a diminué pour revenir de 49 % en décembre 1975 à 34 % en décembre 1980, mais il reste supérieur à la moyenne de la période 1961-1975 (environ 30 %).

Par contre, le crédit intérieur aux entreprises publiques (que cette classification fait apparaître dans le secteur privé) a augmenté à un rythme plus lent. Il convient de rappeler que, si le crédit bancaire est la principale source de financement des entreprises privées, les entreprises publiques disposent d'autres ressources, comme les transferts en capital des administrations publiques, qui ont en fait doublé l'an dernier. En outre, les entreprises privées, incitées par les autorités et encouragées par la tendance à la baisse des taux d'intérêt étrangers aux deuxième et troisième trimestres, ont accru leurs engagements à court terme vis-à-vis de l'extérieur, de sorte que les avoirs nets étrangers ont contribué pour près de 20 % à la croissance totale de la masse monétaire l'an dernier. Malgré certains dépassements des plafonds de crédit, la liquidité des banques a été assez large en 1980, comme en témoignent le recul marqué du taux du marché monétaire interbancaire, la réduction des engagements nets vis-à-vis de l'extérieur et l'accroissement du ratio entre les réserves libres nettes et le total des engagements soumis à la constitution de réserves obligatoires[32].

Il convient de rappeler qu'au Portugal les taux d'intérêt, à part les taux interbancaires, sont complètement réglementés. Le système est compliqué et offre un large éventail de taux préférentiels. La politique traditionnelle de taux d'intérêt

Graphique 4 **Taux d'intérêt**



1 Taux moyen 60 à 90 jours.

Source : Banque du Portugal, *Bulletin trimestriel.*

32 Les réserves libres nettes sont définies comme représentant les réserves excédentaires moins les recours à l'escompte de la Banque Centrale.

extrêmement faibles a été abandonnée durant l'été de 1977 et un nouvel ajustement en hausse est intervenu au début de 1978, mais il n'y a eu aucune autre modification depuis. A l'heure actuelle, les taux prêteurs s'échelonnent entre 11.5 et 22.5 %, suivant le degré de préférence accordé aux différents types d'opérations. Certains taux d'intérêt réels sont devenus positifs du fait du ralentissement de l'inflation en 1980, mais ils sont probablement restés négatifs pour certaines opérations.

III QUELQUES PROBLÈMES DANS L'ALLOCATION DES RESSOURCES

A l'aube des années 80, le Portugal est encore, à maints égards, un pays en développement, caractérisé par l'un des plus bas PIB par habitant des pays de l'OCDE et par une capacité de production largement insuffisante par rapport à la demande. Depuis le milieu des années 70, cette déficience se traduit par d'importants déséquilibres de la balance des paiements et elle a été à l'origine, conjointement avec d'autres facteurs, des forts taux d'inflation enregistrés dans le pays. La première partie de la présente section décrit les principales évolutions de l'économie portugaise depuis 1960, une attention spéciale étant accordée à certaines des causes sous-jacentes de l'insuffisance de la capacité de production. Si les divers facteurs ont exercé une influence plus ou moins grande suivant les moments, il en est un qui n'a cessé de jouer tout au long de la période considérée, à savoir la relative insignifiance du rôle des forces du marché dans l'allocation des ressources et les distorsions qui en ont résulté — ce phénomène s'est développé soit en raison de mesures protectionnistes, soit du fait de la réglementation des taux d'intérêt et des conditions de crédit, des mesures de contrôle des prix, de l'apparition de déficits du secteur public, des critères d'exploitation des entreprises nationalisées, etc. Les autorités ont reconnu récemment que la capacité de production devait être accrue grâce à une allocation plus efficace des ressources et elles se proposent de prendre plusieurs mesures pour inciter les agents économiques à s'en remettre davantage aux forces du marché. Cette nouvelle orientation, qui n'a pour le moment fait l'objet que d'un engagement de principe, est analysée dans la deuxième partie de la présente section.

Principaux aspects de la période 1960-1980

Au cours des années 60 et au début des années 70, l'économie portugaise a connu de très forts taux de croissance. Entre 1968 et 1973, la production a augmenté de 7 % en moyenne annuelle. Cette expansion s'est accompagnée d'une progression importante de la productivité globale, liée à l'émigration rurale. Toutefois, les investissements ayant été réalisés essentiellement dans les secteurs à forte intensité de capital, une grande partie de la main-d'œuvre rurale n'a pu être absorbée. Cela s'est traduit par une stagnation de l'emploi dans l'industrie et seuls les départs massifs de travailleurs à l'étranger — qui se sont chiffrés, selon les estimations nationales, à 1.5 million environ entre 1960 et 1974 — ont permis au chômage « apparent » de rester à un niveau très bas. Dans les années 60, le taux d'inflation a été à peu près identique au taux moyen de la zone de l'OCDE, mais sa progression s'est accélérée au début des années 70 sous l'effet de la hausse des prix à l'importation et des perturbations entraînées par des guerres coloniales

prolongées[33]. La balance des opérations courantes, qui avait été légèrement déficitaire au début des années 60, s'est soldée par la suite par un excédent — de l'ordre de 3 % du PIB en moyenne pour 1970-1973 — les remises des émigrants et, dans une moindre mesure, les recettes tirées du tourisme, compensant largement un déficit important de la balance commerciale. Il convient de noter enfin que, contrairement à l'évolution observée dans nombre de pays de l'OCDE, le poids des opérations des administrations publiques dans l'économie est resté à peu près inchangé à la fin des années 60 et au début des années 70, avec une capacité de financement constante de près de 3 % du PIB en moyenne entre 1970 et 1973.

Malgré sa croissance rapide, l'économie portugaise s'est trouvée confrontée à certains problèmes persistants, qui devaient devenir plus pressants dans les années 70. La rigidité du cadre institutionnel et l'environnement protectionniste paraissent avoir considérablement gêné le jeu des forces du marché et sont pour beaucoup dans le choix d'investissements dans les secteurs à forte intensité de capital dans un pays où la main-d'œuvre potentielle est abondante[34]. La concentration des ressources dans ces secteurs contraste avec le désintérêt relatif témoigné pour l'agriculture. La conjonction d'un exode rural massif, d'une réduction de la superficie cultivée, d'un retard des investissements, d'une mauvaise utilisation des sols et d'un système de propriété archaïque, a entraîné une quasi-stagnation de la production durant cette période ainsi que des rendements extrêmement faibles[35]. Pour se faire une idée du sous-emploi et de la faiblesse de la productivité dans ce secteur, il suffit de rappeler qu'en 1973, il entrait pour plus de 35 % dans l'emploi total mais seulement pour 16 % dans la production. L'insuffisance de la capacité productive du secteur agricole s'ajoutant à celle du secteur des biens semi-manufacturés, l'augmentation du revenu et de la demande au cours de cette période a provoqué d'importants déficits de la balance commerciale, environ la moitié des denrées alimentaires nécessaires devant être importées. Dans le même temps, plusieurs facteurs, qui devaient disparaître ou dont l'importance devait devenir négligeable au cours des années 70, ont contribué à réduire le déficit commercial. C'est ainsi que les exportations portugaises, compétitives sur le plan des coûts, ont bénéficié de l'expansion rapide du commerce mondial et de l'existence de marchés coloniaux protégés ; en outre, ses colonies ont été pour le Portugal une source de matières premières à conditions préférentielles.

En ce qui concerne la politique économique, le maintien d'un excédent budgétaire fait l'objet d'un engagement politique constant, plus ou moins respecté. La stabilité des opérations du secteur public au cours de cette période masque une très grande rigidité des recettes et des dépenses, imputable à un régime fiscal très compliqué et rigide — reposant dans une large mesure sur un nombre considérable d'impôts indirects — ainsi qu'à l'importance des dépenses militaires engagées pour financer les guerres coloniales. En l'absence d'un marché financier développé, tel qu'on pourrait le concevoir dans un pays de la dimension du Portugal, l'allocation de l'épargne à l'investissement a été principalement laissée

33 Evolution des prix à la consommation. Pourcentage annuel moyen de variation :

	1960-1970	1970-1973
Lisbonne, non compris les loyers	3.9	9.6
Pays européens de l'OCDE	3.7	7.1

34 On peut citer en exemple la décision prise en 1971 de construire le large complexe de SINES, qui comprend des installations portuaires ainsi que sidérurgiques et pétrochimiques.

35 Pour une description des problèmes de l'agriculture, voir l'Etude économique de l'OCDE sur le Portugal, juillet 1980, pages 41 à 44.

à la responsabilité du système bancaire, dominé par quelques grandes banques. Cette structure de marché oligopolistique, en conjonction avec la politique monétaire qui reposait sur un système complexe de distribution du crédit et sur un dispositif de taux d'intérêt fixés de manière réglementaire, a vraisemblablement contribué à l'inefficacité de l'allocation des ressources.

Depuis 1974, l'économie portugaise connaît des bouleversements majeurs, dus non seulement à la première crise pétrolière et à la récession internationale de 1974-1975, mais aussi au changement de régime de 1974, à la perte des colonies et à un afflux massif d'anciens résidents coloniaux. La période la plus critique s'est située entre 1974 et 1977, lorsque l'économie a souffert de l'aggravation de plusieurs déséquilibres. Le taux annuel moyen d'inflation s'est accéléré pour atteindre quelque 25 %. Cette accélération a été déclenchée par une explosion des salaires qui ont augmenté de 60 % en termes nominaux en 1974-1975, malgré la mise en œuvre de mesures de contrôle qui maintenaient les prix à des niveaux artificiellement bas. La croissance a enregistré un ralentissement prononcé — entre 1974 et 1977, le PIB a progressé en moyenne de 2 % par an seulement — suscité par des chutes brutales de l'activité liées au changement de régime et à la récession mondiale. Par suite de l'arrêt presque total du mouvement d'émigration et du rapatriement d'anciens résidents coloniaux, le taux de chômage est passé de 1.8 % en 1974 à plus de 8 % à la fin de 1977. Toutefois, le problème le plus pressant au cours de cette période s'est avéré être la balance des paiements, le compte courant passant d'un excédent moyen de 250 millions de dollars pour 1970-1973 à un déficit sans précédent de 1.5 milliard de dollars en 1977, soit 9 % du PIB. Les causes de cette évolution sont multiples : effondrement des exportations dû à des interruptions de la production, à la perte des marchés coloniaux protégés, à la récession internationale et, dans une certaine mesure, aux barrières protectionnistes dressées sur certains marchés étrangers ; évolution défavorable des recettes du tourisme et ralentissement des envois de fonds des émigrants imputable au climat d'incertitude ainsi qu'aux anticipations d'une dévaluation monétaire.

Face à ces graves difficultés de balance des paiements, les autorités ont mis en place à la fin de 1977 et au cours de 1978, des mesures de stabilisation fondées en particulier sur des politiques monétaires restrictives et une dévaluation progressive. En partie grâce à ces mesures, la balance courante s'est redressée de façon spectaculaire en 1978 et est revenue à une position d'équilibre en 1979. Du fait du rétablissement de la compétitivité, le volume des exportations s'est accru de 20 % en moyenne en 1978-1979, mais cette progression doit être rapprochée des pertes cumulées de parts de marché de près de 35 % entre 1974 et 1977. Les importations se sont aussi accrues, encore que très modérément, du fait du ralentissement de l'activité en 1978 et des restrictions à l'importation. Les principaux facteurs ayant contribué à l'amélioration de la balance courante sont toutefois le montant exceptionnellement important des remises des émigrants (favorisé par la création de plan d'épargne attrayants) ainsi que des recettes du tourisme sous l'effet d'un rattrapage après la rétention enregistrée au cours des premières années d'exercice du nouveau régime ; l'amélioration de la balance des paiements ne semblait donc pas devoir être durable, puisqu'elle était due, dans une large mesure, à des phénomènes de rattrapage. L'année 1980 a vu ce risque se concrétiser puisque la forte reprise — le PIB s'accroissant à un rythme de 5½ % — a entraîné un nouvel élargissement du déficit de la balance des paiements. L'évolution de l'inflation, d'autre part, a été pratiquement déterminée par le degré d'application du contrôle des prix. Jusqu'en 1979, le taux de hausse des prix s'est situé largement au-dessus de 20 %, la reconstitution des marges bénéficiaires ayant été rendue possible par une très grande flexibilité dans l'application des mesures de contrôle des prix. En outre, bien que les

salaires aient effectivement diminué en termes réels, leur taux nominal de progression est resté élevé (entre 18 et 20 %). En 1980, l'inflation est tombée à 16.5 % environ en moyenne, par suite d'une application plus stricte des mesures de contrôle des prix, mais, dès que celles-ci ont été assouplies au début de 1981, l'inflation s'est de nouveau accélérée.

Les évolutions observées depuis 1974 mettent en lumière la gravité du problème de la capacité de production, devenu encore plus pressant du fait de l'apparition d'une importante contrainte de balance des paiements. Mais la faiblesse de la productivité a aussi exercé un effet défavorable sur les coûts et l'inflation, encore que cette dernière soit essentiellement imputable, comme on l'a vu, à l'interaction de l'évolution des revenus nominaux et de l'application plus ou moins stricte des mesures de contrôle des prix (qui touchaient jusqu'à récemment à peu près 50 % des composantes de l'indice des prix à la consommation). Outre ceux qui existaient déjà avant les événements de 1974, plusieurs nouveaux obstacles importants sont apparus sur la voie d'une allocation efficace des ressources. Dans le secteur agricole, la réforme agraire de 1975 et ses modifications successives ont suscité de très grandes incertitudes quant aux droits de propriété foncière[36]. L'effort de modernisation nécessaire ne s'est donc pas matérialisé et, à maints égards, la situation s'est dégradée. Ainsi, alors que le PIB a augmenté à un taux annuel moyen de 3.2 % entre 1973 et 1980, la valeur ajoutée dans l'agriculture a en fait diminué de 0.8 % en moyenne, de nouvelles réductions étant intervenues dans la superficie cultivée et dans les rendements de certaines des principales cultures [37], qui étaient déjà bien inférieurs à ceux d'un certain nombre de pays méditerranéens[38].

Il se pourrait toutefois que l'un des facteurs qui ait le plus contribué à fausser l'allocation des ressources dans les années 70 ait été l'expansion rapide et souvent incontrôlable du secteur public — administrations publiques aussi bien qu'entreprises nationalisées. Les comptes des administrations publiques qui faisaient apparaître une faible capacité de financement au début de la décennie, se sont soldés par un besoin de financement de plus de 9 % du PIB en 1980, en raison essentiellement de l'évolution des dépenses courantes, qui sont passées de moins de 20 % du PIB en 1975 à 34 % en 1980. Dans le même temps, la part des recettes ne s'est accrue que de 23 à 30 %, et en 1980, les recettes ont été gonflées par des phénomènes sans doute transitoires. Peu de changements ont été apportés au régime d'imposition, qui reste très rigide et particulièrement vulnérable à l'évasion fiscale.

36 Les réformes agraires ont débuté avec l'expropriation des latifundia du Sud. Les exploitations n'ont pas été divisées, mais réorganisées en coopératives ou unités collectives de production. Il convient de noter qu'en 1975 et 1976, les expropriations légales se sont accompagnées d'occupations illégales des terres. En 1977, une loi a régularisé le processus de la réforme agraire, mais sa mise en œuvre, qui implique en fait à la fois de nouvelles expropriations et la restitution d'un certain nombre de terres aux précédents propriétaires, a rencontré un certain nombre de difficultés, compte tenu en particulier du caractère souvent incertain des textes en matière d'allocation des terres.

37 Variation en pourcentage des rendements moyens entre les périodes 1970-1973 et 1974-1980 :

Céréales	Riz	Tomates	Pommes de terre	Vin[a]	Huile d'olive[a]
−14.2	−2.5	−7.5	−9.6	−1	−17

a) Production.

38 Voir l'Etude économique de l'OCDE sur le Portugal, juillet 1980, page 42.

Tableau 11 **Evolution à moyen terme des opérations des administrations publiques**

	En pourcentage du PIB			Variation annuelle moyenne	
	1970	1973	1980	1967-1973	1974-1980
PIB aux prix courants	100.0	100.0	100.0	13.6	23.1
Recettes courantes	24.3	22.7	30.0	15.0	28.0
dont :					
Impôts directs	6.1	4.7	6.4	11.9	28.8
Cotisations de sécurité sociale	4.6	5.6	7.7	21.5	28.9
Impôts indirects	11.9	10.8	14.4	14.2	28.2
Dépenses courantes	19.5	19.5	33.7	14.5	33.2
dont :					
Biens et services	14.2	13.2	15.5	13.2	25.5
Subventions	1.5	1.0	5.1	11.7	54.3
Transferts	3.2	4.8	10.0	20.5	37.5
Intérêts	0.5	0.4	3.2	5.6	64.6
Dépenses en capital	3.3	3.2	5.9	12.5	34.5
dont : Investissements	2.5	2.3	4.1	10.9	35.7
Capacité (+) ou besoin (−) de financement	2.7	1.4	−9.1		

Sources : INE, Comptes nationaux ; Ministère des Finances.

L'augmentation de la part des dépenses des administrations publiques depuis 1974 est attribuable dans une large mesure à l'extension considérable du système de protection sociale, aux difficultés résultant de la décolonisation et de l'arrêt de l'émigration ainsi qu'à la nationalisation de certaines industries et services clés. Le financement du déficit croissant du secteur public a aussi été à l'origine de l'augmentation rapide des paiements d'intérêts, qui ont été la catégorie de dépenses enregistrant la progression la plus rapide et qui équivalent à l'heure actuelle à environ 11 % des recettes des administrations publiques. Au cours des années 70, le système de protection sociale a été étendu à pratiquement l'ensemble de la population, ce qui s'est traduit par une augmentation rapide des transferts — près de 38 % en moyenne entre 1974 et 1980. Cette augmentation résulte vraisemblablement de l'accroissement du nombre de bénéficiaires et du montant des prestations, quoique celui-ci reste relativement bas[39]. En outre, plusieurs risques, tels que les accidents du travail et les maladies professionnelles ne sont pas couverts, ou ne le sont que dans des proportions minimes. L'emploi dans la fonction publique est aussi devenu une source de dépenses importantes et dans une large mesure incontrôlable, puisqu'il a augmenté en moyenne de 8.5 % par an depuis 1975. Cette évolution s'explique, d'une part, par les pressions qui ont commencé de s'exercer sur le marché du travail du fait de l'arrêt pesque total du mouvement d'émigration des travailleurs portugais et, de l'autre, par la réinsertion des fonctionnaires coloniaux dans la fonction publique métropolitaine et l'augmentation de l'emploi dans les services de santé et de l'éducation.

La situation financière des entreprises nationalisées a été pour beaucoup dans la forte augmentation des subventions, des transferts en capital et des dotations en

39 Environ 90 % des pensions sont encore d'un montant inférieur de plus de 30 % au salaire minimum.

Tableau 12 **Poids des entreprises publiques dans l'activité économique**[1]
En pourcentage

	1976	1977	1978
Ensemble de l'économie			
Valeur ajoutée	13.7	17.3	18.4
Emploi	6.3	6.6	6.8
Formation brute de capital fixe	33.7	27.5	34.3
Industries manufacturières			
Valeur ajoutée	16.5	24.6	n.d.
Emploi	8.6	9.0	n.d.
Formation brute de capital fixe	57.9	75.9	n.d.

1 Ce tableau est basé sur des données statistiques présentées dans un rapport sur les entreprises publiques qui a été élaboré par PROJECTOPLANO, Conseils en économie. Sont ici définies comme entreprises publiques les entreprises nationales et celles dans lesquelles l'Etat détient une participation d'au moins 50 %.

capital[40]. Les subventions se sont accrues de 54 % entre 1974 et 1980 en moyenne ; le montant des transferts en capital, pratiquement nul jusqu'en 1974, a été multiplié par vingt depuis 1975 ; les dotations en capital, enfin, sont passées de moins de 2 milliards d'escudos en 1976 à 21 milliards en 1980. Il est évident en outre qu'il a fallu assortir les mesures de contrôle des prix applicables aux denrées alimentaires de base de l'octroi de subventions aux producteurs. Ce sont toutefois les entreprises publiques qui sont les principales bénéficiaires des subventions ; elles reçoivent une large part des transferts en capital et bénéficient de la quasi-totalité des dotations en capital[41]. Nationalisations et prises de participations de l'Etat dans les entreprises se sont multipliées après les événements de 1974. Selon les informations disponibles, en 1978, les entreprises nationalisées ou contrôlées par l'Etat intervenaient pour 18 % dans la valeur ajoutée, 34 % dans l'investissement fixe brut et 7 % dans l'emploi. De plus, l'ensemble des entreprises publiques ou contrôlées par l'Etat a enregistré des pertes entre 1976 et 1978, notamment dans le secteur des transports, même si leur position financière s'est améliorée sur la période[42]. Au cours des deux années suivantes, il est probable que leur situation a continué de s'améliorer à l'exception toutefois des entreprises de transports. Cette évolution est attribuable à plusieurs facteurs. Certains secteurs clés, comme la sidérurgie et les produits chimiques, connaissaient déjà des difficultés sur un plan mondial avant la série de nationalisations

40 Il convient de noter que les subventions et les transferts en capital sont compris dans les transactions de l'administration publique sur la base des comptes nationaux, tandis que les dotations en capital qui représentent des transactions financières, c'est-à-dire l'achat par l'Etat d'obligations et d'actions émises par les entreprises publiques, ne le sont pas. Par suite de la progression rapide des dotations en capital au cours des dernières années, le besoin de financement sous-estime l'incidence des opérations des administrations publiques sur l'économie. Ainsi, en 1980, le besoin de financement représentait 9.1 % du PIB contre 10.9 pour le déficit total y compris les dotations en capital.

41 Certains transferts en capital sont destinés aux régions autonomes (Açores et Madeire) qui ne sont pas considérées comme faisant partie des administrations publiques ; mais la plus grande partie est attribuée à des fonds ou services autonomes qui sont en fait souvent des sociétés de gestion des entreprises publiques (comme le fonds d'investissement SINES par exemple).

42 D'après une étude élaborée par PROJECTO PLANO, Conseils en économie, pour le gouvernement, les pertes de l'ensemble des entreprises sous le contrôle de l'Etat ont diminué au cours de cette période. Cependant, ce résultat doit être interprété avec prudence car on ignore dans quelle mesure les subventions et transferts en capital sont inclus dans les comptes de profits et pertes.

et leur situation ne semble pas s'être améliorée depuis. Il convient de noter que la prise de contrôle par l'Etat a suscité des incertitudes considérables quant aux objectifs des entreprises en cause, avec les implications négatives que cela ne peut manquer d'avoir pour l'adoption de décisions, lesquelles n'ont souvent pas tenu compte des critères du marché. En outre, dans nombre de cas, la prise de contrôle a été expressément utilisée comme un moyen de sortir d'affaire des entreprises en difficulté et de soutenir l'emploi

Ces facteurs, conjugués aux mesures de contrôle des prix, ont accru la dépendance à l'égard des subventions ainsi que le recours aux transferts en capital et aux dotations en capital pour financer les dépenses courantes. L'exemple le plus frappant est celui du secteur des transports, où les tarifs ont été gelés pendant de longues périodes alors que les coûts augmentaient. Par suite, ce secteur a enregistré d'importants déficits et son stock de capital est devenu obsolescent, alors qu'il a reçu en moyenne 50 % du montant total des subventions et des dotations en capital du secteur public entre 1978 et 1980.

Ainsi, le poids croissant des opérations du secteur public est dû essentiellement à la conjugaison d'une augmentation, dans une large mesure incontrôlée, des dépenses courantes et de l'inadaptation du régime fiscal. Par ailleurs, les dépenses en capital n'ont eu qu'une incidence limitée sur l'économie. Les investissements des administrations publiques proprement dites ne représentent que 15 % des dépenses totales. Il est évident que le budget ne pourra être utilisé comme un instrument de politique économique globale aussi longtemps que les autorités ne seront pas en mesure de mieux contrôler les recettes et les dépenses. Toutefois, et cela est plus important encore, des déficits des administrations publiques de l'ampleur et de la nature de ceux enregistrés au Portugal ces dernières années absorbent des ressources qui pourraient être utilisées pour la formation de capital, dont la nécessité n'a plus à être soulignée. En outre, une proportion considérable du revenu national transite par les administrations publiques, ce qui a des effets de redistribution très importants — subventions à des entreprises publiques non viables ou mal gérées, par exemple — effets qui nuisent à l'efficacité de l'allocation des ressources et, par conséquent, à la productivité et au contrôle des coûts et de l'inflation.

Les années à venir

L'analyse des problèmes à moyen terme de l'économie portugaise qui vient d'être présentée ainsi que celle faite dans des études passées[43] ont mis l'accent sur les risques récurrents de résurgence de l'inflation et du déséquilibre extérieur, dès que l'on assiste à une reprise de la demande intérieure. L'évolution observée en 1980-1981 confirme bien ce jugement. Les autorités portugaises, conscientes de ces problèmes, ont élaboré quelques scénarios à moyen terme parmi lesquels ont été retenus, pour la période 1981-1984[44], un certain nombre d'objectifs et de prévisions qui sont actuellement en cours d'approfondissement. L'accent est mis sur la nécessaire croissance de la production (5 % par an en moyenne sur la période) et de l'investissement. La croissance du PIB, associée à une décélération progressive de la hausse des prix (13 % en moyenne par an sur la période mais 10 % seulement en 1984), devrait permettre une réduction du chômage (6 %

43 Cf., en particulier, Etude économique de l'OCDE sur le Portugal, juillet 1980, pages 22 à 45.

44 Les grandes options du Plan 1981-1984 ont été établies par le Ministère des Finances et du Plan et approuvées par le Parlement au mois de mars 1981.

de la population active en 1984). Le déficit extérieur courant resterait élevé (1.5 milliard de dollars environ par an) mais sans marquer de nouvelle aggravation.

Ces diverses projections — encore très partielles — ne sauraient être actuellement discutées dans le détail d'autant plus que les autorités portugaises peuvent être amenées à les modifier dans les mois qui viennent. On peut cependant remarquer qu'elles paraissent ambitieuses, l'évolution des dernières années ayant montré le degré de fragilité de l'économie portugaise aux chocs exogènes et la réapparition rapide de déficit de la balance courante, dès que l'on assistait à une reprise de la demande intérieure. Les autorités portugaises sont bien conscientes de ces difficultés et estiment que les objectifs mentionnés ci-dessus ne pourront être atteints que si un certain nombre de réorientations profondes de la politique économique interviennent. Elles concernent en particulier : l'ouverture de certains secteurs aux entreprises privées et, plus généralement, le meilleur fonctionnement du marché, condition nécessaire, aux yeux des autorités portugaises, à l'entrée dans le marché commun ; la création d'un véritable marché financier ; le développement d'une politique sectorielle visant à rendre l'économie plus dynamique et moins dépendante de ses approvisionnements extérieurs.

L'ouverture à l'initiative privée de certains secteurs d'activité (banques et assurances, ciments et engrais) est actuellement envisagée[45]. En mai, le Parlement portugais a voté une loi autorisant la création d'entreprises privées dans ces secteurs mais le Conseil de la Révolution a rejeté ce texte comme non conforme à la Constitution. Les autorités portugaises estiment que le manque de concurrence entraîné par l'étatisation d'une large partie des activités constitue un facteur de rigidité. Elles font l'hypothèse que le développement d'entreprises indépendantes présenterait le double avantage d'absorber une main-d'œuvre importante et, en améliorant le fonctionnement du marché, de peser sur les prix. Enfin, les pouvoirs publics considèrent que le financement des entreprises publiques constitue une charge excessive pour le budget.

Le gouvernement souhaite également améliorer les circuits financiers. Un « Comité de dynamisation des marchés financiers » vient d'être institué dont la tâche est de favoriser le développement du marché des capitaux. Depuis le début de 1981, on a enregistré un certain nombre d'émissions d'obligations, mais le gouvernement souhaite ultérieurement développer le marché des actions et réanimer la bourse, qui continue actuellement à ne couvrir qu'un très petit nombre de transactions. Cependant, il semble que le fonctionnement satisfaisant des circuits financiers ne passe pas seulement — si l'on en juge par l'expérience portugaise avant 1974 — par l'ouverture du secteur des banques et des assurances à l'initiative privée ou par la constitution d'un marché des capitaux. La simplification et l'assouplissement du système du crédit paraissent non moins importants à cet égard pour que l'épargne soit dirigée vers des emplois productifs.

L'accroissement du dynamisme et une gestion plus conforme aux mécanismes du marché des entreprises qui demeureraient dans le secteur public constituent également un des souhaits du gouvernement. Pour cela, une politique de « vérité des prix » sera recherchée, les tarifs publics (électricité, transports urbains, chemins de fer, transports aériens, etc) devant progressivement permettre aux entreprises publiques de couvrir leurs coûts sans avoir besoin de faire appel aux subventions du gouvernement. Un certain nombre de réorganisations internes devraient par ailleurs permettre une amélioration de la productivité et une sélection plus rigoureuse des investissements. Au total, le gouvernement souhaite que les entreprises publiques alignent leur comportement sur celui des entreprises

45 Par contre, la législation applicable aux industries de l'armement, du pétrole et de la pétrochimie et à la sidérurgie, n'est pas modifiée.

privées, qu'elles tentent d'assainir leur situation financière et qu'ainsi elles exercent un rôle d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Mais, à l'évidence, la réalisation de ces divers objectifs ne sera pas aisée, compte tenu des pesanteurs actuelles.

En ce qui concerne la politique sectorielle, les autorités portugaises souhaitent une réorientation visant à favoriser les secteurs les plus dynamiques et les mieux situés à l'exportation (électro-mécanique, céramique, etc.) alors que, jusqu'à présent, la politique industrielle a plutôt consisté à aider les entreprises en difficulté. Un problème particulier concerne certains grands complexes industriels dont les projets, élaborés avant la première crise pétrolière, ne paraissent plus correspondre aux nouvelles conditions de marchés internationaux. Le complexe industriel de Sinès mérite à cet égard une attention particulière, compte tenu de l'importance des sommes déjà investies. L'ensemble devait comprendre un port en eau profonde, des chantiers de construction et de réparation navales ainsi que diverses entreprises sidérurgiques et pétrochimiques. L'une de ses justifications résidait dans l'approvisionnement en matières premières et produits énergétiques peu coûteux en provenance des colonies. La décolonisation et les augmentations successives du prix du pétrole ont évidemment remis en cause le projet initial. Les autorités portugaises, avec l'aide de consultants extérieurs, comptent, d'ici un an, aboutir à des conclusions définitives sur la « consolidation » et les nécessaires réorientations du projet initial. On doit enfin rappeler qu'une autre option majeure de la politique sectorielle consiste à développer la production agricole afin de réduire de moitié la dépendance du pays en matière de produits agricoles et alimentaires.

Dans le domaine énergétique, on doit rappeler tout d'abord que la consommation d'énergie par tête est peu élevée au Portugal, et se situe à un quart environ de celle de la moyenne des pays de la CEE[46]. Cette situation s'explique, en particulier, par le faible niveau de développement de l'économie et par les conditions climatiques. Mais la consommation réduite de produits énergétiques va de pair avec une forte dépendance par rapport à l'approvisionnement extérieur : environ 80 % des besoins énergétiques totaux étaient couverts par des importations en 1979 et 97 % des importations nettes d'énergie étaient constituées par du pétrole. Le gouvernement, qui doit élaborer d'ici la fin de 1981 un plan énergétique d'ensemble, souhaite ramener, avant 1985, ce ratio à 90 % en diversifiant les sources d'énergie et, en particulier, en faisant appel au charbon et au gaz naturel importés[47]. En ce qui concerne les sources internes d'approvisionnement, dans le courant de 1981 une décision préliminaire de principe sera peut-être prise sur la construction de centrales nucléaires (le Portugal possède d'importants gisements d'uranium). Le gouvernement souhaite également développer les

46 Cf. Agence Internationale de l'Energie, *Rapport annuel pour 1980.*

47 Prévisions énergétiques pour 1985 et 1990 établies par l'Agence Internationale de l'Energie[1] :

	1979	1985	1990
		En MTEP	
Demande d'énergie	11.3	17.1	22.9
Production d'énergie	3.3	3.9	4.2
dont :			
Hydro et géothermique	2.6	2.6	3.1
Importations de charbon	0.3	1.4	3.8
Importations de pétrole	9.9	13.0	16.0

1 *Rapport annuel pour 1980.* Le Portugal a adhéré à l'Agence Internationale en mai 1980. Ces prévisions sont donc les premières établies par l'Agence.

énergies nouvelles et en particulier l'énergie solaire, dont l'usage commence à être assez largement diffusé (chauffe-eau solaire). Enfin, en ce qui concerne la politique des prix des produits énergétiques, les autorités portugaises comptent remplacer progressivement la politique de contrôle des prix (en particulier, freinage des hausses des tarifs de l'électricité, du gaz, des carburants utilisés pour l'agriculture et la pêche) par une politique de « vérité des prix » adaptant les prix intérieurs aux conditions des marchés internationaux.

Une autre option majeure de la politique sectorielle consiste à développer la production agricole afin de réduire la dépendance du pays en matière de produits agricoles et alimentaires. En 1980, le taux de couverture des importations par des exportations de produits agricoles était de l'ordre de 43 %. D'ici 1984, les autorités portugaises souhaitent réduire de moitié la dépendance par rapport aux produits agricoles et alimentaires importés, grâce à une croissance régulière et soutenue (supérieure à 4 % par an en volume) de la production agricole. Cela implique certainement une modernisation des grandes exploitations situées au sud du pays, où les conditions de la production restent encore très archaïques. Le développement d'installations modernes de pêcheries et de conservation des poissons est également nécessaire. Mais l'ensemble des réformes qui devront être accomplies dans le domaine agricole implique au préalable une clarification des conditions d'appropriation et d'exploitation des terres.

IV PRÉVISIONS A COURT TERME ET CONCLUSIONS DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Prévisions à court terme

Un certain nombre de facteurs, qui avaient exercé des effets favorables sur l'économie portugaise à la fin de 1979 et durant la plus large partie de 1980, ont vu leur influence diminuer, voire disparaître au cours des derniers mois de 1980, ou durant le premier semestre de 1981. Sur la base des hypothèses techniques habituelles, concernant la stabilité de la politique économique durant la période de prévision, ce qui implique dans le cas du Portugal la poursuite de la dépréciation progressive du taux de change effectif de l'escudo, un net ralentissement de la croissance est prévu pour 1981. Néanmoins, compte tenu des acquis importants de la fin de 1980, le taux de croissance du PIB pourrait être voisin de 3½ % cette année. Sous l'impulsion des exportations, une reprise pourrait se manifester dans le courant de 1982 mais, compte tenu du profil de la production au cours des deux années, le taux de croissance du PIB pourrait être du même ordre qu'en 1981. A la suite notamment de l'assouplissement du contrôle des prix, l'inflation pourrait s'accélérer au cours de cette année et, en moyenne annuelle, le taux de hausse des prix à la consommation pourrait être supérieur à 18 %. On s'attend pour 1981 à une très nette dégradation de la balance des opérations courantes, liée tant à l'évolution du commerce en volume, en partie imputable aux effets de la sécheresse, qu'à une nouvelle dégradation des termes de l'échange. L'amélioration attendue de la conjoncure internationale peut permettre d'envisager un léger redressement en 1982, où le déficit de la balance courante pourrait représenter 5¼ % du PIB contre 6¾ % cette année.

La consommation privée pourrait voir son rythme de croissance en volume se ralentir en 1981, en raison d'une moindre progression du revenu disponible réel des ménages. L'objectif de stabilisation des salaires réels pourrait en effet

Tableau 13 **Prévisions à court terme**

	1979 Prix courants milliards d'escudos	Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente (volume)[1]		
		1980	1981	1982
Consommation privée	727.8	4.5	3	2
Consommation publique	147.6	5.6	4	4
Formation brute de capital fixe	189.9	9.0	7	4
Demande intérieure finale	1 065.3	5.5	4	2¾
Variation de la formation de stocks[2]	31.4	1.2	¼	¼
Demande intérieure totale	1 096.7	6.2	4	2¾
Variation du solde extérieur[2]	−102.3	−1.4	−1	−¼
Exportations de biens et services	256.6	8.2	4½	6
Importations de biens et services	358.9	9.6	6	5
PIB aux prix du marché	994.4	5.5	3½	3
Indice de prix implicites du PIB	—	14.9	18	20½
Prix à la consommation	—	16.6	18½	18½
Production industrielle	—	5.7	4½	5
	Milliards de dollars			
Balance des opérations courantes	−0.1	−1.0	−1.6	−1.4
dont : Balance commerciale	−2.6	−4.2	−4.6	−4.8
Invisibles, net	2.7	3.2	3.0	3.4

1 Aux prix de 1979.
2 Variations exprimées en pourcentage du PIB de la période précédente. Compte tenu de l'écart important entre le poids de la demande intérieure et le PIB, la somme du taux de croissance de la demande intérieure finale plus les variations de la formation de stocks et du solde extérieur, exprimées en pourcentage du PIB, peut différer sensiblement du taux de croissance du PIB.
Sources : Estimations de la Banque du Portugal et du Département central du Plan et prévisions du Secrétariat.

être mieux réalisé que l'année dernière du fait de l'infléchissement de l'activité économique ; néanmoins, on peut encore attendre une progression de 2 à 3 % du pouvoir d'achat des salariés. Par ailleurs, la progression en termes réels des remises des émigrants devrait être plus modérée en 1981 qu'en 1980 compte tenu du ralentissement attendu des salaires dans les pays européens. Enfin, une modération sensible des transferts de sécurité sociale devrait intervenir, après la vive hausse enregistrée en 1980. Si l'on fait l'hypothèse d'une certaine stabilité du taux d'épargne, la consommation privée pourrait s'accroître à un taux de 3 % environ contre près de 4.5 % en 1980. En 1982, dans le cadre de la poursuite de la politique de modération salariale, le rythme de progression des revenus réels pourrait de nouveau s'infléchir et la consommation privée pourrait, dans l'hypothèse d'une poursuite de la stabilité du taux d'épargne, progresser à un taux voisin de 2 %.

La consommation publique, qui s'était sensiblement accélérée en 1980 par suite de la reclassification d'un certain nombre de postes dans la fonction publique et de la progression de l'emploi, devrait se ralentir en 1981 et son taux de croissance en termes réels pourrait être ramené à 4 % (contre 5.6 % en 1980). Ainsi qu'on l'a vu dans la partie de l'Etude consacrée à la politique budgétaire, une diminution des dépenses en capital en termes réels est envisagée en 1981, en raison essentiellement d'une réduction des transferts en capital au bénéfice des entreprises publiques. Comme, par ailleurs, la forte hausse de la masse salariale en 1980 a sensiblement pesé sur les profits des entreprises et que les perspectives d'évolution de la demande se sont quelque peu dégradées, la

croissance en volume de la formation brute de capital fixe pourrait se ralentir très sensiblement au cours de cette année. Néanmoins, compte tenu de l'acquis important enregistré au début de l'année, en moyenne annuelle le taux de croissance des investissements serait encore élevé en 1981 (de l'ordre de 7 %) ; par contre, les perspectives pour 1982 s'avèrent moins favorables en termes de taux de croissance annuel bien qu'en cours d'année une reprise progressive des investissements productifs puisse se dessiner.

Au total, le taux de croissance de la demande intérieure finale pourrait diminuer de 2 points environ en 1981 par rapport à 1980, ce qui entraînera un ralentissement très net du rythme de formation des stocks dont la contribution à la croissance du PIB pourrait n'être que d'¼ de point environ. La contribution de la balance extérieure à la croissance qui a été négative, de l'ordre de 1.5 % du PIB en 1980, pourrait le rester en 1981 pour un montant presque aussi élevé en raison notamment du ralentissement prévu de la demande mondiale. Au total, la croissance du PIB devrait être ramenée à 3½ % et celle de la production industrielle à 5 %. Sur la base des estimations que l'on peut faire pour 1982 dans le cadre des hypothèses d'environnement international actuellement retenues par le Secrétariat de l'OCDE et à politique économique inchangée, le taux de croissance ne devrait pas être sensiblement modifié.

Plusieurs facteurs pourraient entraîner une accélération de l'inflation en 1981. En premier lieu, l'assouplissement du contrôle des prix risque de provoquer des phénomènes de rattrapage, habituels dans les périodes de libération des prix. Par ailleurs, la hausse rapide des rémunérations salariales en 1980 a entraîné une progression importante des coûts unitaires de main-d'œuvre, qui pourrait encore se diffuser dans l'ensemble de l'économie en 1981. Le même effet de diffusion différée peut être attendu pour la hausse des prix à l'importation. Enfin, les tarifs publics pourraient augmenter sensiblement dans des secteurs où la hausse des coûts des consommations intermédiaires a été élevée (tels que les transports ou l'électricité).

Par suite du ralentissement de la demande mondiale, le taux de croissance des exportations pourrait se réduire sensiblement en 1981 et être ramené à 4½ % en volume. Les prix à l'exportation exprimés en escudos pourraient augmenter à un rythme voisin de celui des coûts unitaires de main-d'œuvre. Par contre, exprimés en dollars sur la base des hypothèses techniques actuelles du Secrétariat de l'OCDE, les prix à l'exportation enregistraient une baisse de 5 % environ. Malgré le ralentissement attendu de l'activité, le taux de croissance des importations demeurera relativement élevé en 1981, de l'ordre de 6 % en volume, en raison notamment de l'importance des achats d'énergie électrique entraînés par les conséquences de la sécheresse de l'hiver dernier. Sur la base des hypothèses techniques concernant les taux de change et les prix du commerce mondial, les prix à l'importation exprimés en escudos pourraient augmenter de près de 20 % en 1981. Au total, le déficit de la balance commerciale pourrait s'accroître de 400 millions de dollars environ par rapport à 1980. Le solde des services sera affecté par la progression attendue du déficit des revenus du capital consécutif à l'accroissement de l'endettement extérieur et à la permanence de taux d'intérêt élevés. La progression nominale en escudos des remises d'émigrants pourrait être du même ordre qu'en 1980. Au total, la balance des opérations courantes pourrait enregistrer un déficit de l'ordre de 1.6 milliard de dollars, soit environ 6¾ % du PIB. En 1982, le déficit commercial pourrait encore s'accroître mais moins rapidement que cette année, alors qu'estimé en dollars, l'excédent dégagé par les transferts pourrait augmenter sensiblement, ce qui permettrait d'envisager une légère diminution du déficit des opérations courantes qui pourrait s'établir à 1.4 milliard de dollars environ.

Les prévisions pour les prochains dix-huit mois comprennent un certain

nombre d'incertitudes. En premier lieu, elles ont été élaborées, comme à l'accoutumée, sur la base d'une hypothèse de politique économique inchangée. Or, ainsi qu'on l'a souligné, les autorités portugaises, devant l'accroissement du déficit extérieur, envisagent un resserrement de la politique monétaire. Celui-ci pourrait entraîner un ralentissement plus marqué de l'activité. Par ailleurs, compte tenu de l'accélération de l'inflation, le contrôle des prix pourrait être renforcé d'ici la fin de l'année. Dans leur ensemble, les prévisions les plus récentes des autorités portugaises pour 1981 sont peu différentes de celles du Secrétariat de l'OCDE, elles retiennent un taux de croissance des investissements légèrement plus faible ainsi qu'un taux d'inflation plus modéré, de l'ordre de 16 % pour les prix à la consommation. Pour 1982, les prévisions nationales retiennent un taux de progression des investissements plus élevé et, de nouveau, un taux d'inflation plus modéré que les prévisions du Secrétariat.

Conclusions de politique économique

La politique de stabilisation mise en œuvre à la fin de 1977 et l'adoption d'un système de dépréciation glissante du taux de change, ont entraîné une nette restauration de la compétitivité extérieure et un retour de la confiance, qui ont permis un redressement sensible de la balance des opérations courantes. Celle-ci a retrouvé une situation d'équilibre en 1979, alors que, sous l'impulsion des exportations, l'activité s'accélérait en cours d'année, entraînant une reprise de la croissance du PIB et une stabilisation du taux de chômage ; mais, simultanément, on enregistrait un regain d'inflation. Devant cette évolution, les autorités ont été amenées à réorienter partiellement la politique économique. Au début de 1980, la politique monétaire a été rendue moins restrictive, afin de stimuler les investissements qui ont bénéficié, par ailleurs, d'incitations fiscales. Dans le cadre de la lutte contre l'inflation, le contrôle des prix a été maintenu et assorti d'importantes subventions aux produits alimentaires et un objectif de stabilisation des salaires réels a été retenu. L'escudo a été maintenu dans un régime de dépréciation glissante, après avoir été réévalué au début de 1980, ce qui a limité l'ampleur de la dépréciation moyenne durant l'année. Enfin, il était prévu de diminuer le besoin de financement des administrations, grâce à une stabilisation du volume de la consommation publique.

Les résultats enregistrés en 1980 ont été dans l'ensemble satisfaisants. L'objectif initial de ramener la hausse des prix à la consommation à 20 % a été très largement dépassé puisque la hausse effective de l'indice a été de 16½ %, grâce surtout au ralentissement de la hausse des prix des produits alimentaires. Une accélération est toutefois intervenue en fin d'année et entre mai 1980 et mai 1981 les prix à la consommation ont augmenté de 18.2 %. Par ailleurs, on a assisté à une progression rapide des rémunérations salariales qui a entraîné un accroissement de leur pouvoir d'achat. En ce qui concerne le soutien des investissements, les résultats ont été sans conteste positifs en 1980, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, contribuant très largement à la reprise de la demande intérieure et à la croissance du PIB, qui a été de 5.5 % en volume. Cela a entraîné une amélioration de la situation de l'emploi. Les dépenses publiques ont également constitué un stimulant à la croissance, mais, en contrepartie, la réduction du besoin de financement n'a pas été obtenue et celui-ci a atteint 9.1 % du PIB.

Sur le plan extérieur, la situation s'est sensiblement dégradée. L'amélioration de la balance des opérations courantes en 1978 et 1979 a certainement été en partie imputable à des facteurs transitoires qui ont pu masquer temporairement la persistance de causes structurelles de déséquilibre. En 1980, le ralentissement

de la croissance du commerce mondial, la hausse des prix du pétrole, l'accélération des importations liée à celle de la demande et le retour à une tendance normale de la progression des remises des émigrants, ont entraîné la réapparition d'un déficit extérieur courant. Son ampleur, de l'ordre de 4.3 % du PIB, montre bien la fragilité de l'équilibre retrouvé l'année précédente. Enfin, la faible dépréciation de l'escudo a eu pour contrepartie l'inflexion de la tendance à l'amélioration de la compétitivité extérieure qui avait été enregistrée de 1977 à 1979.

Les autorités portugaises se trouvent de nouveau confrontées à une situation délicate. La politique économique pour 1981 a été définie sur la base d'une appréciation peut-être trop optimiste des résultats obtenus durant la première moitié de 1980. Le contrôle des prix a été allégé, la politique monétaire peu contraignante a été reconduite et si la politique budgétaire s'est vue une fois encore conférer un objectif de stabilisation des dépenses courantes et de diminution du besoin de financement, de nouveaux moyens permettant d'atteindre cet objectif n'ont pas été mis en œuvre. Les prévisions à court terme élaborées par le Secrétariat envisagent une dégradation assez nette de la situation économique en 1981 et durant la plus grande partie de 1982. La demande intérieure sera affectée à la fois par le ralentissement des investissements privés et publics et par celui de la consommation privée, qui devrait ressentir les effets de la moindre progression du pouvoir d'achat entraînée notamment par l'accélération de l'inflation. Par ailleurs, le ralentissement de la demande mondiale freinera le développement des exportations. Ce dernier facteur ainsi que les effets de la sécheresse contribueront à accroître le déficit courant, qui pourrait être proche de 7 % du PIB en 1981. Les facteurs de hausse des prix enregistrés en 1980 et au début de 1981 (augmentation des coûts de main-d'œuvre, dégradation des termes de l'échange liée à la hausse du prix du pétrole et à l'évolution du taux de change effectif de l'escudo) continueront à se diffuser dans l'économie, avec des risques d'autant plus grands d'accélération que le contrôle des prix a été assoupli à la fin de 1980. Enfin, le déficit du secteur public demeurera vraisemblablement important en 1981, compte tenu des difficultés rencontrées dans le passé à maîtriser les dépenses.

A court terme, il semble prioritaire d'endiguer puis de réduire le déficit de la balance des opérations courantes, ainsi que les autorités portugaises — qui envisagent actuellement un réajustement de leur politique économique — l'ont souligné à plusieurs reprises. En effet, l'accentuation du déséquilibre extérieur, outre les problèmes de financement qu'elle pose, risque d'exercer des effets négatifs cumulés. Un renforcement de la politique de régulation de la demande pourrait être envisagé. La politique monétaire pourrait s'orienter vers un contrôle plus strict de la progression des agrégats monétaires et vers un resserrement de la liquidité au moyen d'un abaissement des plafonds des crédits bancaires. L'efficacité du système actuel pourrait également être renforcée, par une annonce plus explicite des orientations de la politique monétaire, associée à un objectif de solde de la balance courante ou d'évolution des prix. Une simplification et une uniformisation de la structure des taux pourrait également contribuer à accroître l'efficacité de la politique du crédit. Les possibilités d'actions à court terme de la politique budgétaire s'avèrent plus réduites. Il semble difficile d'envisager un accroissement rapide des recettes, après les résultats enregistrés en 1980 consécutivement à l'amnistie fiscale et, par ailleurs, ainsi qu'on l'a vu au cours des dernières années, le contrôle des dépenses s'avère relativement difficile dans le cadre institutionnel actuel. Néanmoins, les contraintes qui pèsent actuellement sur l'économie portugaise devraient être prises en compte dans la préparation du budget de 1982.

L'efficacité de la politique de freinage de la demande intérieure qui paraît s'imposer à court terme pour réduire l'ampleur du déficit courant pourrait être

renforcée par l'amélioration des moyens de contrôle et d'intervention des pouvoirs publics. Il apparaît aussi nécessaire de développer l'appareil statistique afin notamment de réduire les délais d'obtention des informations, particulièrement dans le domaine des comptes nationaux. L'évolution de la masse monétaire, qui s'est accrue de 35 % en 1980, devrait être mieux maîtrisée. Enfin, le contrôle à court terme des dépenses et des recettes du secteur public devrait être mieux assuré. Mais, au-delà du renforcement des politiques de régulation de la demande à court terme, à plus longue échéance l'allègement des contraintes qui pèsent sur la balance des paiements ne peut résulter que d'un ralentissement durable de l'inflation. Si le contrôle des prix et le plafonnement de la progression des salaires ont pu avoir une efficacité à court terme, celle-ci est plus douteuse à moyen terme, en raison des distorsions que ce système peut entraîner dans la distribution du revenu national ainsi que des risques de rattrapage qui existent lors de sa levée.

Le ralentissement de la progression des dépenses des administrations publiques et la réduction de leur besoin de financement semblent par contre susceptibles de freiner durablement l'inflation en réduisant le prélèvement des ressources ou la création monétaire. Il semble nécessaire de définir avec précision l'ampleur des dépenses publiques prévisibles à moyen terme et les priorités (notamment entre les dépenses d'infrastructure et les dépenses de transfert) compatibles avec la capacité de financement et avec les besoins de l'économie. Un accroissement substantiel de la productivité de l'économie, résultant à la fois d'une croissance rapide des investissements et d'une meilleure allocation des ressources s'avère également nécessaire pour réduire durablement l'inflation et permettre la croissance de l'économie à un taux proche des objectifs du plan (5 % l'an). Cette meilleure allocation implique vraisemblablement que le secteur productif public soit géré avec plus d'efficacité et que les forces du marché retrouvent un rôle plus important. L'ouverture de quelques secteurs de l'économie à l'initiative privée n'offre cependant pas en soi la garantie d'une rationalité plus grande des décisions. La mise en place d'un système de crédit souple et ouvert, ainsi que le développement du marché financier paraissent également constituer des conditions indispensables à un drainage satisfaisant de l'épargne vers des investissements productifs.

La réduction des contraintes qui pèsent sur la balance des paiements suppose également que des actions spécifiques soient entreprises dans certains secteurs de l'économie, dans le cadre d'une politique industrielle d'ensemble qui pourrait impliquer la révision de certains grands projets. La modernisation des techniques de production et l'accroissement de la productivité et des rendements dans l'agriculture permettraient de réduire le déficit agro-alimentaire qui contribue largement au déficit global. Cette modernisation demeure toutefois liée au règlement définitif du problème du statut juridique des exploitations. Par ailleurs, une plus grande diversification des exportations, actuellement concentrées dans des secteurs traditionnels où la concurrence, soit de pays de l'OCDE, soit surtout de pays nouvellement industrialisés, est forte, semble nécessaire à terme. Celle-ci devrait se faire en tenant compte des avantages comparatifs du Portugal. La mise en œuvre de ces politiques exigera des investissements importants au cours des prochaines années, qui nécessiteront certainement, au-delà de l'optimisation de l'allocation des ressources, un fort concours du financement étranger, notamment des investissements directs. Cela ne pourra se faire que dans un climat de confiance qui suppose une meilleure maîtrise de l'évolution conjoncturelle ainsi que des réformes structurelles.

ADDENDUM

Après la finalisation de cette étude, les autorités portugaises ont annoncé un ensemble de mesures destiné à réduire les déséquilibres croissants intérieurs et extérieurs. Les plafonds de crédit ont été resserrés, les réserves obligatoires relevées et les taux d'intérêt sur les crédits bancaires augmentés de 0.5 à 2.5 points. Les autorités ont également annoncé leur intention de réduire de 7 milliards d'escudos l'ensemble des dépenses courantes et des dépenses en capital des administrations publiques, cette réduction devant se faire principalement par un ralentissement des appropriations budgétaires. Enfin, les prix des produits pétroliers ont été relevés (10 % pour l'essence, 20 % pour le fuel, 11 % pour le diesel) ; il est aussi prévu que les tarifs d'électricité augmenteront de 8 % en septembre, ceux des transports publics de 16 à 25 % en octobre.

ANNEXE STATISTIQUE

Tableau A **Produit national et dépense nationale**
En millions d'escudos

a) AUX PRIX COURANTS

	1975	1976	1977[1]	1978[1]	1979[1]
Dépenses des consommateurs	303 768	367 179	470 223	576 436	727 844
Dépenses courantes de l'Administration	57 983	66 122	90 200	114 700	147 600
Formation brute de capital fixe	73 992	88 931	125 500	156 500	189 900
Variation des stocks	−12 521	8 402	32 436	25 500	31 400
DÉPENSE INTÉRIEURE	423 222	530 634	718 359	873 136	1 096 744
Exportations de biens et services (non pris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	74 067	78 679	110 984	155 611	256 579
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	121 050	141 658	205 109	248 447	358 911
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	376 239	467 655	624 234	780 300	994 412
plus : Revenus nets en provenance du reste du monde	−369	−4 021	−6 872	−14 540	−21 361
PRODUIT NATIONAL BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	375 870	463 634	617 362	765 760	973 051

b) AUX PRIX DE 1963

	1975	1976	1977[1]	1978[1]	1979[1]
Dépenses des consommateurs	136 096	140 859	141 704	142 270	144 690
Dépenses courantes de l'Administration	28 057	30 021	33 563	35 575	37 425
Formation brute de capital fixe	28 406	28 639	32 076	33 350	32 815
Variation des stocks[2]	−5 791	682	7 213	3 820	2 550
DÉPENSE INTÉRIEURE	186 768	200 201	214 556	215 015	217 480
Exportations de biens et services (non compris le revenu des facteurs en provenance du reste du monde)	32 715	32 715	34 645	39 705	50 540
Importations de biens et services (non compris le revenu des facteurs versé au reste du monde)	48 909	50 572	56 641	55 620	59 960
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	170 574	182 344	192 560	199 100	208 060

1 Estimations de la Banque du Portugal et du département central de planification.
2 Y compris l'erreur statistique.

NOTE La consommation privée et, pour partie, la formation de stocks sont obtenues par solde. Les données de comptabilité nationale portent sur le Portugal continental seulement (à l'exclusion des îles), tandis que les données de la balance des paiements couvrent l'ensemble du pays.

Sources : Institut National de la Statistique ; Rapport annuel de la Banque du Portugal, Secrétariat de l'OCDE.

Tableau B **Produit intérieur brut au coût des facteurs, par branche d'activité**
En millions d'escudos

	1975	1976	1977[1]	1978[1]	1979[1]
	Aux prix courants				
Agriculture, sylviculture et pêche	53 187	61 494	71 948	90 539	126 300
Industries extractives	2 028	2 524	3 788	4 734	6 500
Industries manufacturières	114 817	142 754	200 084	256 292	339 200
Electricité, gaz et eau	6 976	10 508	15 114	21 451	27 300
Construction	22 619	27 194	36 222	45 640	52 500
Transports et communications	23 722	28 060	36 702	45 224	..
Commerce de gros et de détail	41 978	53 054	70 190	86 506	..
Banques, assurances et affaires immobilières	13 833	17 478	37 083	46 712	53 000
Propriétés immobilières	7 914	9 531			
Administration publique et défense	21 428	28 321	94 703	115 142	..
Services divers	33 636	41 716			
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	342 138	422 634	565 834	712 241	920 000
	Aux prix de 1963				
Agriculture, sylviculture et pêche	18 160	17 889	16 100	16 744	18 251
Industries extractives	959	1 096	1 264	1 275	1 410
Industries manufacturières	59 534	62 209	68 055	70 281	73 725
Electricité, gaz et eau	5 706	5 721	6 877	7 233	7 700
Construction	8 074	8 478	9 410	9 881	9 486
Transports et communications	11 483	11 769	12 181	12 303	
Commerce de gros et de détail	16 955	18 012	18 623	18 623	
Banques, assurances et affaires immobilières	5 364	6 517	12 739	13 121	82 139
Propriétés immobilières	4 911	5 064			
Administration publique et défense	12 803	15 784	33 618	34 951	
Services divers	15 018	16 839			
PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU COÛT DES FACTEURS	158 967	169 382	178 867	184 412	192 711

1 Estimations de la Banque du Portugal et du département central de planification. Pour 1979, la décomposition complète des services n'est pas disponible.
Sources : Institut National de la Statistique ; Rapport annuel de la Banque du Portugal.

Tableau C **Population par classes d'âge**
En milliers

	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Total	8 879	9 075	9 156	9 196	9 324	9 395
Par classes d'âge : 0 à 19 ans	3 142	3 212	3 236	3 254	3 378	3 352
20 à 59 ans	4 376	4 470	4 520	4 533	4 601	4 679
Plus de 60 ans	1 361	1 393	1 400	1 409	1 345	1 364

NOTE Ces estimations sont basées non sur un recensement mais sur l'enquête sur l'emploi et sous-estiment vraisemblablement le niveau de la population.
Sources : Institut National de la Statistique ; informations transmises par les Autorités portugaises.

Tableau D **Indicateurs d'emploi**
Indice, 1968 = 100

	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980[1]
Pêche	84.8	81.8	77.4	76.9	76.0	66.8	64.9
Industries extractives	83.4	82.5	80.8	79.8	80.4	80.6	76.7
Industries manufacturières	103.4	102.6	103.3	103.2	102.8	103.3	104.1
Construction	101.1	93.7	93.5	97.2	102.0	99.0	96.8
Electricité, gaz et eau	96.6	97.9	101.7	104.2	115.5	124.1	134.2
Transports et communications	112.1	116.6	122.1	123.8	122.5	120.0	119.3
Commerce	106.8	106.5	106.7	106.2	105.6	105.5	105.8
Banques, assurances, opérations immobilières	164.9	171.9	180.8	190.8	198.7	208.0	231.2
Personnel de services	139.2	135.0	136.7	139.1	141.2	142.9	146.8
Total	105.3	104.2	105.2	105.8	106.2	106.3	107.3

1 Indice calculé sur les trois premiers trimestres.
NOTE Emploi salarié à l'exclusion de l'agriculture et de la fonction publique.
Sources : Services de Statistique du Ministère du Travail et Service National de l'Emploi.

Tableau E **Prix et revenus**

	1978	1979	1980	1980 T1	1980 T2	1980 T3	1980 T4	1981 T1
Total continent (à l'exclusion du logement)	156.0	192.8	224.9	216.4	221.9	227.4	234.0	249.3
Indice 1976 = 100								
Alimentation et boissons	162.8	207.5	229.8	225.1	227.2	231.7	235.3	248.1
Vêtements et chaussures	139.6	173.4	231.3	209.7	224.6	234.6	256.5	270.1
Divers	145.5	172.5	209.9	202.2	207.6	212.4	217.5	239.4
Logement	156.3	175.6	221.9	205.4	219.3	227.0	235.8	253.3
Indice des prix à la consommation à Lisbonne (à l'exclusion du logement)								
Indice 1976 = 100	156.7	193.9	228.4	219.7	224.4	230.2	239.4	
Salaires nominaux moyens, continent								
Indice 1973 = 100								
Industries de transformation[1]	304.9	362.8						
Construction	281.4	329.5						
Agriculture	266.4	327.3						
Salaires dans l'industrie et les transports à Lisbonne								
Indice 1976 = 100	124.3	141.4	172.8	164.6	168.1	173.6	185.0	

1 Données corrigées des variations saisonnières.
Sources : Institut National de la Statistique ; Banque du Portugal ; Bulletins trimestriels.

Tableau F **Opérations des Administrations publiques**
Base comptabilité nationale, concepts normalisés
En milliards d'escudos

	1973	1974	1975	1976	1977[1]	1978[1]	1979[1]	1980[1]
ADMINISTRATION CENTRALE								
Recettes courantes	42.76	52.70	60.42	89.71	138.2	189.8	245.3	329.2
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	40.15	50.30	58.50	84.37	109.8	137.1	175.0	241.0
Revenu de la propriété et de l'entreprise	2.61	2.40	1.92	5.33	28.4	52.7	70.3	83.2
Dépenses courantes	36.93	52.52	67.46	94.40	146.8	219.8	285.1	375.0
Biens et services	30.25	39.79	45.83	48.94	66.5	100.4	127.2	162.9
Transferts courants au profit des autres agents économiques	6.70	12.73	21.63	45.47	80.3	119.4	157.9	212.1
EPARGNE NETTE	5.83	0.18	−7.04	−4.69	− 8.6	−30.0	−39.8	−50.8
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	−1.71	−1.00	1.17	5.28	9.9	17.4	22.7	34.6
Formation brute de capital fixe	3.50	5.07	6.48	9.30	18.7	18.4	21.8	24.6
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	4.04	−3.89	−14.69	−19.27	−37.2	−65.8	−84.3	−110.0
COMPTES CONSOLIDÉS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES								
Recettes courantes	64.45	78.51	93.95	132.05	168.0	212.2	264.3	361.6
Impôts et transferts courants en provenance des autres agents économiques	59.18	73.13	88.89	122.36	160.2	201.1	246.0	343.5
Revenu de la propriété et de l'entreprise	5.27	5.38	5.06	9.69	7.8	11.1	18.3	18.1
Dépenses courantes	55.47	77.31	103.24	145.10	180.6	238.5	302.2	406.7
Biens et services	37.10	49.14	57.98	66.12	88.2	114.7	147.6	186.3
Transferts courants au profit des autres agents économiques	18.37	28.17	45.26	78.97	92.4	123.8	154.6	220.4
EPARGNE BRUTE	8.98	1.20	−9.29	−13.04	−12.6	−26.3	−37.9	−45.1
Transferts nets en capital en provenance des autres agents économiques	−1.31	−1.08	1.11	5.33	5.1	8.2	−4.2	15.1
Formation brute de capital fixe	6.33	7.78	10.22	14.48	25.1	30.9	46.9	49.9
EMPRUNTS NETS (—) OU PRÊTS NETS	3.96	−5.49	−20.63	−32.86	−42.8	−65.4	−80.6	−110.1

1 Estimations du Ministère des Finances en termes de comptabilité nationale.
Sources : Institut National de la Statistique et Ministère des finances.

Tableau G **Masse monétaire et contreparties**
Fin de période, en milliards d'escudos

	1976*	1977	1978	1979	1980
TOTAL DE LA MASSE MONÉTAIRE	460.8	567.4	726.6	991.9	1 339.3
Disponibilités monétaires	246.3	274.8	314.9	396.6	484.5
— Billets et monnaie en circulation	110.4	113.8	122.0	145.3	166.5
— Dépôts à vue des particuliers et entreprises	135.9	161.2	192.9	251.3	318.0
Disponibilités quasi monétaires	214.5	292.6	411.7	595.3	854.8
CONTREPARTIES					
Avoirs extérieurs nets	5.0	−33.5	−18.9	42.1	339.4
Crédit net au secteur public	75.5	123.3	171.7	247.4	170.0
Crédit au secteur privé[1]	442.8	579.3	703.2	853.4	1 073.1
Divers, net	−62.5	−101.7	−129.4	−151.0	−243.2

* Rupture de série en 1976.
1 Y compris les crédits douteux depuis 1976.
Sources : Rapports annuels de la Banque du Portugal et informations transmises par les Autorités portugaises.

Tableau H **Structure des taux d'intérêt**
En pourcentage

	19/12/75	1/7/76	26/2/77	29/8/77	6/5/78
TAUX D'ESCOMPTE	6.5	6.5	8.0-12.0	13.0-18.0	18.0-23.0
TAUX CRÉDITEURS					
Crédits à moins de 90 jours	4.50-7.75	4.50-8.75	5.25-10.25	9.75-14.75	11.50-18.25
Crédits entre 90 jours et un an	5.00-9.50	5.00-10.50	5.75-12.00	10.25-16.50	18.75-20.00
Crédits à plus d'un an	10.75-12.75	11.25-13.25	7.75-15.75	17.00-18.75	20.50-22.25
TAUX DÉBITEURS					
Dépôts à vue	0-4	0-4	0-4	0-4	0-4
Dépôts à terme de moins de 90 jours	4.5	4.5	5.0	6.0	8.0
Dépôts à terme entre 90 jours et un an	6.5-9.5	6.5-9.5	7.5-11.0	9.0-15.0	12.0-19.0
Dépôts à terme de plus d'un an	10.5-11.5	10.5-11.5	12.0-13.0	16.0-17.0	20.0-21.0

Source : Banque du Portugal.

Tableau I **Entrées de voyageurs étrangers, d'après le pays de nationalité**
En milliers de personnes

	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
TOTAL	3 867.0	3 925.3	4 079.7	2 621.8	1 966.4	2 175.4	3 055.4	3 389.3	5 287.4
Allemagne (RF)	170.3	186.8	209.7	167.2	143.8	150.1	204.2	259.3	286.7
Argentine	35.1	—	—	26.8	22.4	11.9	10.6	12.1	13.4
Belgique	39.6	39.3	46.3	30.4	27.2	32.1	50.7	46.9	48.2
Brésil	74.9	—	—	65.2	52.7	43.7	35.5	45.0	52.1
Canada	51.9	56.2	25.0	38.8	22.8	21.7	32.0	36.9	40.7
Espagne	2 055.9	2 012.9	2 109.3	1 169.4	856.4	1 049.3	1 599.5	1 755.2	3 514.8
Etats-Unis	366.1	386.5	345.7	217.6	96.1	82.1	141.5	161.5	153.8
France	215.4	233.2	248.6	152.9	119.1	134.4	172.4	179.6	183.2
Hollande	47.7	51.8	54.1	37.4	39.5	51.6	92.3	111.1	129.8
Italie	83.3	80.7	80.0	83.7	69.8	66.6	65.4	72.4	70.1
Royaume-Uni	457.3	492.8	511.6	383.0	284.6	244.6	292.8	327.9	399.8
Suède	35.4	41.6	42.8	31.6	27.3	49.2	61.0	56.3	51.4
Suisse	39.0	43.3	50.0	38.5	23.0	23.2	32.8	31.7	36.0
Autres pays	195.1	300.1	356.7	179.3	181.7	214.9	264.7	293.4	307.4

Source : Institut National de la Statistique, Statistiques du tourisme.

Tableau J **Commerce extérieur par principaux groupes de produits**

En millions de dollars

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
IMPORTATIONS, TOTAL	1 582.4	1 823.0	2 227.2	2 908.3	4 581.5	3 839.6	4 315.9	4 963.6	5 142	6 529
Produits alimentaires et boissons	180.2	232.9	306.9	402.0	777.2	765.6	742.6	733.5	678	895
Matières brutes et demi-produits	342.4	370.8	443.5	594.1	1 084.6	1 009.9	1 213.7	1 412.1	1 399	2 054
Produits manufacturés										
Produits chimiques	158.9	177.8	216.2	312.2	458.8	348.8	507.2	560.5	627	794
Articles manufacturés classés d'après la matière première	353.8	374.8	392.5	511.4	861.2	583.6	598.7	789.3	829	934
Machines et matériel de transport	478.0	580.1	759.7	928.5	1 179.0	961.0	1 065.7	1 301.0	1 423	1 634
Articles manufacturés divers	68.7	86.2	108.8	159.5	220.0	170.4	186.8	165.7	181	212
Articles non classés par catégories	0.3	0.4	0.5	0.7	0.7	0.3	1.2	1.5	5	6
EXPORTATIONS, TOTAL	949.5	1 052.2	1 293.8	1 765.9	2 276.3	1 939.2	1 820	2 013.4	2 426	3 478
Produits alimentaires et boissons	177.0	182.3	229.5	303.3	333.4	300.4	291	303.7	350	444
Matières brutes et demi-produits	162.6	159.1	180.4	228.5	350.1	265.6	296	286.5	296	387
Produits manufacturés										
Produits chimiques	69.5	75.0	84.2	103.1	188.4	125.5	95	102.7	129	208
Articles manufacturés classés d'après la matière première	335.1	381.8	458.2	632.3	780.7	664.5	594	666.9	836	1 236
Machines et matériel de transport	79.6	102.2	152.4	233.1	288.9	256.0	230	299.4	328	429
Articles manufacturés divers	112.2	139.0	179.3	251.1	323.0	312.8	282	319.7	439	713
Articles non classés par catégories	13.5	12.8	9.8	14.5	11.8	14.4	32	34.5	48	61

NOTE Par suite des arrondis, la somme des composantes ne correspond pas nécessairement au total.

Correspondance avec les sections de la CTCI :

Produits alimentaires et boissons : 0, 1
Matières brutes et demi-produits : 2, 3, 4
Produits manufacturés : 5, 6, 7, 8
Produits chimiques : 5
Articles classés d'après la matière première : 6
Machines et matériel de transport : 7
Articles manufacturés divers : 8
Articles non classés : 9

Source : OCDE, Statistiques du commerce extérieur, Série B.

Tableau K **Evolution de la structure géographique du commerce extérieur**
En milliards d'escudos

	1974	1975	1976	1977	1978	1979
	Exportations					
TOTAL	58.0	49.3	55.1	77.7	106.4	176.1
Pays de l'OCDE[1]	45.8	39.3	44.2	61.4	86.2	142.6
OCDE Europe	38.0	34.4	38.9	54.0	75.6	127.1
Allemagne	4.6	5.0	5.9	9.2	14.0	21.6
France	3.4	3.3	4.6	6.2	9.6	17.1
Italie	1.9	1.6	2.1	2.9	6.1	10.4
Royaume-Uni	13.2	10.5	10.2	14.2	19.4	31.4
Autres pays de l'OCDE Europe	14.7	14.0	16.1	21.6	26.5	46.6
Etats-Unis	5.8	3.6	3.7	5.2	7.5	10.8
Autres pays de l'OCDE	2.0	1.4	1.6	2.1	3.1	4.2
Pays Non-OCDE	12.2	10.0	10.9	16.3	20.3	33.5
dont : OPEC	0.4	0.9	1.0	1.4	1.5	3.4
Ancienne zone Escudo	6.4	4.2	2.7	5.0	5.9	..
	Importations					
TOTAL	118.1	99.5	130.9	190.7	230.1	331.9
Pays de l'OCDE[1]	85.1	69.3	93.9	138.7	177.4	243.3
OCDE Europe	69.0	53.0	75.5	109.9	138.7	188.6
Allemagne	15.9	11.0	15.2	23.7	31.9	41.8
France	9.2	7.5	10.9	15.4	20.7	28.4
Italie	6.3	4.9	6.1	10.2	12.6	17.1
Royaume-Uni	10.9	8.7	12.2	19.8	23.2	30.7
Autres pays de l'OCDE Europe	26.8	20.8	31.0	40.7	50.2	70.6
Etats-Unis	11.1	12.3	12.9	19.4	27.1	39.0
Autres pays de l'OCDE	4.9	4.0	5.5	9.4	11.5	15.7
Pays Non-OCDE	33.0	30.2	37.0	52.0	52.7	88.7
dont : OPEC	7.7	11.6	15.2	20.6	27.1	47.9
Ancienne zone Escudo	12.4	5.1	3.3	2.5	1.5	..

1 A partir de 1975 y compris la Nouvelle-Zélande.
Source : Institut National de la Statistique.

Tableau L. Balance des paiements
En millions de dollars

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Exportations, fob	1 867	2 303	1 940	1 790	2 001	2 379	3 550	4 616
Importations, fob	2 780	4 305	3 614	3 965	4 533	4 787	6 182	8 667
Balance commerciale	−914	−2 002	−1 674	−2 175	−2 532	−2 408	−2 632	−4 051
Solde des services	154	55	−184	−78	−97	−53	104	−12
Voyages	324	259	101	182	268	431	695	853
Transports	−72	−145	−128	−138	−104	−129	−114	−167
Revenus du capital	87	128	−15	−132	−179	−329	−437	−608
Opérations gouvernementales	−180	−225	−172	47	−38	−31	−40	−103
Autres services	−5	37	30	−37	−44	4		
Solde des transferts	1 111	1 118	1 039	964	1 134	1 635	2 476	3 015
Balance des opérations courantes	351	−829	−819	−1 289	−1 495	−826	−52	−1 048
Mouvements de capitaux à moyen et long terme	−143	274	−108	26	95	758	813	718
Secteur privé	−38	357	−21	15	19	249	462	293
Secteur public	−105	−83	−87	11	76	509	351	425
Mouvements de capitaux à court terme et opérations non recensées	137	−83	−89	105	−30	228	594	1 236
Balance des opérations non monétaires	345	−638	−1 016	−1 158	−1 430	160	1 355	906
Opérations à court terme des institutions monétaires privées	−24	59	−26	186	567	−201	−995	−484
Balance des règlements officiels	321	−579	−1 042	−972	−863	−41	360	422
Tirages sur le FMI	—	—	—	176	83	−53	−41	−102
Divers comptes officiels	23	−15	290	650	421	197	−251	−334
Variation des réserves de change (augmentation = +)	344	−594	−752	−146	−359	103	68	−14

Sources : Mémorandum statistique soumis par les Autorités portugaises à l'OCDE, Banque du Portugal et Statistiques financières internationales du FMI.

STATISTIQUES DE BASE :

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE : COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie[1]
POPULATION	Mi-1979	Milliers	14 422	7 503	9 849	23 690	5 117	4 765	53 478	61 359	9 450	226	3 368	56 888[2]	115 880	364	14 038	3 124	4 073	9 867	37 108	8 294	6 348	44 089	55 946	220 584	22 160
Densité au km² de superficie terrestre	»	Nombre	2	89	323	2	119	16	97	247	72	2	48	189	307	141	415	12	13	107	74	18	154	56	229	24	87
Accroissement moyen annuel net	Mi-1969 à Mi-1979	%	1.6	0.1	0.2	1.2	0.4	0.3	0.6	0.2	0.7	1.1	1.4	0.7	1.3	0.7	0.9	1.2	0.6	0.8	1.1	0.4	0.2	2.5	0.1	0.9	0.9
EMPLOI Emploi civil total	1979	Milliers	6 064	3 051	3 754	10 369	2 498	2 124	21 114	25 017	3 312	(101)	1 130	20 287	54 790	158	4 617	(1 261)	1 872	3 852	11 706	4 180	2 962	14 806	24 711	96 945	9 324[3]
dont: Agriculture, sylviculture, pêche	»	% du total	6.5	10.7	3.2	5.7	8.3	11.8	9.0	6.2	30.8	(13.3)	19.7	14.8	11.2	5.9	6.0	(10.2)	8.6	30.6	19.4	5.8	7.4	61.3	2.6	3.6	35.8
Industrie[4]	»	»	31.3	40.5	35.5	28.9	30.0	34.4	36.3	44.9	30.0	(37.7)	32.3	37.7	34.9	39.0	32.1	(33.7)	30.1	35.0	36.4	32.5	39.3	16.2	39.0	31.4	22.5
Autres activités	»	»	62.2	48.8	61.3	65.4	61.7	53.8	54.7	48.9	39.2	(49.0)	48.0	47.5	53.9	55.1	61.9	(56.1)	61.3	34.4	44.2	61.7	53.3	22.5	58.4	65.0	41.7
PIB aux prix du marché	1979	Milliards de dollars des É-U[11]	120.7	68.4	108.3	227.0	66.2	41.4	571.3	763.9	38.6	2.5	14.8	323.6	999.6	4.2	149.1	21.4[9]	46.7	20.4	197.0	106.4	95.0	68.9	400.9	2 349.9	61.2[5]
Croissance annuelle moyenne en volume[6]	1974 à 1979	%	2.6	2.9	1.9	3.2	2.7	2.1	3.0	2.8	5.3	3.3	3.6	2.3	4.3	0.3	2.2	0.6	5.0	3.0	2.2	1.4	–0.8	5.0	1.8	3.3	5.8
Par habitant	1979	Dollars des É-U[11]	8 370	9 120	11 000	9 580	12 940	8 690	10 680	12 450	4 080	10 980	4 390	5 690	8 620	11 640	10 620	6 840	11 470	2 070	5 310	12 820	14 970	1 560	7 170	10 650	2 760
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1979	% du PIB	21.8	25.0	20.5	22.5	21.8	23.1	21.3	22.7	25.6[8]	24.5	32.6	18.9	32.0	25.8	21.7	17.8[9]	27.8	18.9	19.0	19.5	21.9	17.8	17.8	18.1	34.6
dont: Transports, machines et outillage	»	»	..	9.8	6.0	8.1	7.6	8.6	9.2	9.1	8.6	6.6	9.8[19]	8.0	10.7	9.2[22]	8.7	7.8	9.9	7.1	6.9[19]	7.3	7.1	..	9.3	7.4	..
Construction de logements	»	»	4.2[10]	14.2	6.5	5.3	6.9	6.3	6.4	6.5	9.2	5.7	6.4[19]	5.1	7.4	6.6[22]	5.8	3.3	5.3	3.7	..	5.0	..	3.8	3.0	4.8	..
Croissance annuelle moyenne en volume[6]	1974 à 1979	%	0.6	0.6	0.5	2.1	0.0	–2.7	0.7	3.7	5.7	–1.8	8.9	–1.2	4.5	0.2	1.4	..	1.5	0.5	–1.9	–0.4	–2.6	5.0	–0.1	2.2	8.8
TAUX D'ÉPARGNE BRUTE[12]	1979	% du PIB	21.2[10]	25.3	18.5	22.2	17.8	24.5	23.0	24.2	27.0	24.2	23.2	23.3	31.2	28.2[19]	20.7	22.9[9]	25.2	..	20.5	17.5	26.4	20.4	19.5	17.8	..
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS																											
Dépenses courantes en biens et services	1979	% du PIB	16.2	18.1	17.8	19.2	24.8	18.3	14.9	19.8	16.3	11.7	20.0	15.8	9.8	15.5	18.8	16.0[9]	19.7	15.0	10.9	28.7	12.9	12.9	20.3	18.0	17.6
Emplois courants[13]	»	»	29.8[10]	42.2	47.4	36.1	49.4	34.7	42.2	40.7	29.7	25.0[22]	41.7[19]	41.1	24.2	43.5	55.1	..	47.1	30.7	26.7	57.1	30.0	23.4	40.6	31.9	..
Ressources courantes	»	»	32.5[10]	44.2	44.2	36.0	50.3	38.3	43.6	42.7	30.6	34.0[22]	37.8[19]	35.9	26.6	52.2	55.8	..	52.2	26.9	27.5	57.7	33.3	23.8	39.5	32.9	..
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1979	% du PNB	0.5	0.2	0.6	0.5	0.8	0.2	0.6	0.4	..	..	..	0.1	0.3	..	0.9	0.3	0.9	..	..	0.9	0.2	..	0.5	0.2	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE																											
Consommation privée par habitant	1979	Dollars des É-U[11]	5 050	5 090	6 920	5 360	7 280	4 810	6 620	6 810	2 610	6 700	2 760	3 480	5 100	6 510	6 330	4 060	5 560	1 500	3 650	6 770	9 560	1 120	4 320	6 860	1 590
Voitures de tourisme, pour 1 000 habitants	1977	Nombre	392	248	292	389[14]	271	227	314	326	66	315	180	289	173	398	277	385	273	107[14]	161	350[14]	307	11[14]	255[14]	505[14]	88
Postes de téléphone, pour 1 000 habitants	1978	»	404[22]	325[22]	332	648	569	447	372	404	266	429[22]	172	301	442	539	453	533[22]	402	128	280	744	677	32[22]	447	770	79
Postes de télévision, pour 1 000 habitants	1977	»	351[14]	247[16]	286	428[14]	338	363[14]	372	308	127[14]	214[14]	193	224	239[20]	293[14]	279	259[14]	270[14]	76[14]	185[14]	363[14]	285[14]	44[14]	324	571[20]	170
Médecins, pour 1 000 habitants	1977	»	1.4[21]	2.3	2.1	1.8	2.0	1.6	1.6[14]	2.0	2.2	1.7[16]	1.2	2.3	1.2	1.3	1.7	1.3[14]	1.8	1.4	1.8[14]	1.8[14]	2.0	0.6	1.5	1.7	1.4[14]
Taux de scolarisation à plein temps[15]	1979	% du groupe d'âge	45.0[22]	32.0[22]	61.3[20]	64.9[22]	57.4[22]	68.5	55.9	41.5[22]	45.4[20]	..	50.0[14]	43.9[14]	71.4	37.3[19]	65.0	44.8[22]	65.0	33.4[14]	41.3[19]	56.3[14]	70.1[22]	12.7[20]	44.6[20]	75.0	..
Mortalité infantile[17]	1979	Nombre	12.2[19]	14.8	11.7[19]	12.0[19]	9.1	7.6[19]	9.8	14.7[19]	18.7	11.3[19]	14.9[19]	15.3	8.0	13.0	8.5	13.8[19]	8.6[19]	38.9[14]	15.1[19]	7.3	8.6[19]	..	13.3[19]	13.0	36.7[14]
SALAIRES ET PRIX	Accroissement annuel moyen																										
Gains horaires dans l'industrie[18]	1975 à 1980	%	10.3	7.4	8.8	10.1	11.2	11.1	13.6	6.1	24.2	43.4	16.6	21.2	8.4	..	6.1	15.4	9.4	14.5	25.7	9.9	2.8	33.5[23]	14.9	8.5	19.0
Prix à la consommation	»	%	10.6	5.3	6.4	8.7	10.4	10.7	10.5	4.1	16.3	41.5	14.1	16.6	6.5	6.1	6.0	14.4	8.4	21.8	18.6	10.5	2.3	50.1	14.4	8.9	17.9
COMMERCE EXTÉRIEUR																											
Exportations de marchandises, fob	1979	Millions de dollars des É-U[11]	18 636	15 432	55 428[7]	55 932	14 616	11 148	97 980	171 516	3 852	792	7 164	72 120	103 032	—	63 624	4 709	13 452	3 480	18 192	27 528	26 472	2 472	90 816	181 800	6 240
En pourcentage du PIB	»	%	15.4	22.6	51.2	24.6	22.1	26.9	17.2	22.5	10.0	31.7	48.4	22.3	10.3	—	42.7	22.0	28.8	17.1	9.2	25.9	27.9	3.6	22.7	7.7	10.2
Accroissement annuel moyen en volume	1974 à 1979	%	4.7	6.5	3.5	4.9	4.1	4.5	5.1	3.0	8.4	10.6	9.7	8.1	5.9	—	3.6	5.1	8.5	6.8	12.0	0.0	4.2	–2.7	4.4	4.1	3.8
Importations de marchandises, caf	1979	Millions de dollars des É-U[11]	16 536	20 184	60 348[7]	53 520	18 456	11 304	106 872	157 752	9 624	828	9 864	77 808	110 672	—	67 212	4 566	13 728	6 540	25 380	28 536	29 304	5 688	102 828	207 132	12 360
En pourcentage du PIB	»	%	13.7	29.5	55.7	23.6	27.9	27.3	18.7	20.7	24.9	33.1	66.6	24.0	11.1	—	45.1	21.4	29.4	32.1	12.9	26.8	30.8	8.3	25.6	8.8	20.2
Accroissement annuel moyen en volume	1974 à 1979	%	1.7	6.6	3.2	3.2	3.6	–0.2	5.8	7.0	4.9	0.7	8.4	4.7	3.1	—	4.4	–3.2	2.3	0.8	2.6	0.2	4.4	–2.8	3.6	5.8	2.1
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES[24]	Fin 1979	Millions de dollars des É-U	1 790	5 048	6 991[7]	3 887	3 312	1 586	21 357	56 940	1 126	165	2 230	21 239	20 327	—	9 619	453	4 269	1 962	13 898	3 583	20 275	941	20 694	19 956	1 336
En pourcentage des importations de marchandises	En 1979	%	10.8	25.0	11.6	7.3	17.9	14.0	20.0	36.1	11.7	19.9	22.6	27.3	18.4	—	14.3	9.9	31.1	30.0	54.8	12.6	69.2	16.5	20.1	9.6	10.8

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.
2 Population résidente totale.
3 Secteur privé et socialisé.
4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).
5 Produit social.
6 A prix constants.
7 Y compris le Luxembourg.
8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.
9 Année fiscale commençant le 1er avril.
10 Année fiscale commençant le 1er juillet.
11 Aux prix et taux de change courants.
12 Epargne brute = Revenu national disponible brut moins consommation privée et consommation des administrations publiques.
13 Emplois courants = Dépenses courantes en biens et services plus les transferts courants et le revenu de la propriété.
14 1976.
15 Jeunes de 15 à 19 ans.
16 1974.
17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.
18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.
19 1978.
20 1975.
21 1972.
22 1977.
23 1974 à 1979.
24 L'or compris dans les réserves est évalué à 35 DTS l'once (voir FMI, Statistiques financières internationales, série « Réserves totales »).

NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sources: Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l' « Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.
Lorsque les chiffres conformes aux définitions internationales standardisées n'étaient pas disponibles, on a eu recours aux sources nationales.

OECD SALES AGENTS
DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA – ARGENTINE
Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165, 4° Piso (Galería Guemes)
1333 BUENOS AIRES, Tel. 33.1787.2391 y 30.7122

AUSTRALIA – AUSTRALIE
Australia and New Zealand Book Company Pty, Ltd.,
10 Aquatic Drive, Frenchs Forest, N.S.W. 2086
P.O. Box 459, BROOKVALE, N.S.W. 2100

AUSTRIA – AUTRICHE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agent/Agent local :
Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. Tel. 52.22.35

BELGIUM – BELGIQUE
LCLS
35, avenue de Stalingrad, 1000 BRUXELLES. Tel. 02.512.89.74

BRAZIL – BRÉSIL
Mestre Jou S.A., Rua Guaipa 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. Tel. 261.1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
Tel. 232.07.32

CANADA
Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTRÉAL, Quebec H3H 1M7. Tel. (514)937.3519
522 West Hasting,
VANCOUVER, B.C. V6B 1L6. Tel. (604) 687.3320

DENMARK – DANEMARK
Munksgaard Export and Subscription Service
35, Nørre Søgade
DK 1370 KØBENHAVN K. Tel. +45.1.12.85.70

FINLAND – FINLANDE
Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. Tel. 65.11.22

FRANCE
Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16. Tel. (1) 524.81.67
Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
Tel. 26.18.08

GERMANY – ALLEMAGNE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN Tel. (0228) 21.60.45

GREECE – GRÈCE
Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. Tel. 322.21.60

HONG-KONG
Government Information Services,
Sales and Publications Office, Baskerville House, 2nd floor,
13 Duddell Street, Central. Tel. 5.214375

ICELAND – ISLANDE
Snaebjörn Jönsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIK.
Tel. 13133/14281/11936

INDIA – INDE
Oxford Book and Stationery Co. :
NEW DELHI, Scindia House. Tel. 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. Tel. 240832

INDONESIA – INDONÉSIE
PDIN-LIPI, P.O. Box 3065/JKT., JAKARTA, Tel. 583467

IRELAND – IRLANDE
TDC Publishers – Library Suppliers
12 North Frederick Street, DUBLIN 1 Tel. 744835-749677

ITALY – ITALIE
Libreria Commissionaria Sansoni :
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. Tel. 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. Tel. 365083
Sub-depositari :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. Tel. 6794628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. Tel. 865446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. Tel. 519274
La diffusione delle edizioni OCSE è inoltre assicurata dalle migliori librerie nelle città più importanti.

JAPAN – JAPON
OECD Publications and Information Center,
Landic Akasaka Bldg., 2-3-4 Akasaka,
Minato-ku, TOKYO 107 Tel. 586.2016

KOREA – CORÉE
Pan Korea Book Corporation,
P.O. Box n° 101 Kwangwhamun, SÉOUL. Tel. 72.7369

LEBANON – LIBAN
Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O. Box 5641, BEIRUT.
Tel. 354429 – 344425

MALAYSIA – MALAISIE
and/et **SINGAPORE - SINGAPOUR**
University of Malaysia Co-operative Bookshop Ltd.
P.O. Box 1127, Jalan Pantai Baru
KUALA LUMPUR. Tel. 51425, 54058, 54361

THE NETHERLANDS – PAYS-BAS
Staatsuitgeverij
Verzendboekhandel Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENAGE. Tel. nr. 070.789911
Voor bestellingen: Tel. 070.789208

NEW ZEALAND – NOUVELLE-ZÉLANDE
Publications Section,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Walter Street. Tel. 847.679
Mulgrave Street, Private Bag. Tel. 737.320
World Trade Building, Cubacade, Cuba Street. Tel. 849.572
AUCKLAND: Hannaford Burton Building,
Rutland Street, Private Bag. Tel. 32.919
CHRISTCHURCH: 159 Hereford Street, Private Bag. Tel. 797.142
HAMILTON: Alexandra Street, P.O. Box 857. Tel. 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street, P.O. Box 1104.
Tel. 778.294

NORWAY – NORVÈGE
J.G. TANUM A/S Karl Johansgate 43
P.O. Box 1177 Sentrum OSLO 1. Tel. (02) 80.12.60

PAKISTAN
Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
Tel. 66839

PHILIPPINES
National Book Store, Inc.
Library Services Division, P.O. Box 1934, MANILA.
Tel. Nos. 49.43.06 to 09, 40.53.45, 49.45.12

PORTUGAL
Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74,
1117 LISBOA CODEX. Tel. 360582/3

SPAIN – ESPAGNE
Mundi-Prensa Libros, S.A.
Castello 37, Apartado 1223, MADRID-1. Tel. 275.46.55
Libreria Bastinos, Pelayo 52, BARCELONA 1. Tel. 222.06.00

SWEDEN – SUÈDE
AB CE Fritzes Kungl Hovbokhandel,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. Tel. 08/23.89.00

SWITZERLAND – SUISSE
OECD Publications and Information Center
4 Simrockstrasse 5300 BONN. Tel. (0228) 21.60.45
Local Agents/Agents locaux
Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. Tel. 022.31.89.50
Freihofer A.G., Weinbergstr. 109, CH-8006 ZÜRICH.
Tel. 01.3634282

TAIWAN – FORMOSE
National Book Company,
84-5 Sing Sung South Rd, Sec. 3, TAIPEI 107. Tel. 321.0698

THAILAND – THAILANDE
Suksit Siam Co., Ltd., 1715 Rama IV Rd,
Samyan, BANGKOK 5. Tel. 2511630

UNITED KINGDOM – ROYAUME-UNI
H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9NH. Tel. 01.928.6977, Ext. 410 or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA – ÉTATS-UNIS
OECD Publications and Information Center, Suite 1207,
1750 Pennsylvania Ave., N.W. WASHINGTON D.C.20006.
Tel. (202) 724.1857

VENEZUELA
Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipan,
CARACAS 106. Tel. 32.23.01/33.26.04/33.24.73

YUGOSLAVIA – YOUGOSLAVIE
Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
Tel. 621.992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16
N° 41958
(10 81 23 2) ISBN 92-64-22219-7
ISSN 0304-3363

•

IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES

Études détaillées du développement économique dans chaque pays de l'OCDE

Abonnement F 240,00 £ 26.60 US $ 60.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives. En supplément, cette publication contient fréquemment des études spéciales destinées à faciliter l' interprétation dès tendances économiques.

(10 81 23 2) **ISBN 92-64-22219-7**
ISSN 0304-3363